

SEANCE DU MERCREDI 13 MARS 1985
VERGADERING VAN WOENSDAG 13 MAART 1985ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1810.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année budgétaire 1985.

Projet de loi ajustant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année budgétaire 1984.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Eicher, De Kerpel, Dalem, Seeuws, R. Maes, Belot, De Bondt, J. Peetermans, Vandermarliere, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, p. 1810.

Projet de loi contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année budgétaire 1985.

Discussion et vote des articles, p. 1831.

Projet de loi ajustant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année budgétaire 1984.

Discussion et vote des articles, p. 1833.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1810.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1985.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1984.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Eicher, De Kerpel, Dalem, Seeuws, R. Maes, Belot, De Bondt, J. Peetermans, Vandermarliere, mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, de heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, blz. 1810.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1985.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1831.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1984.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1833.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Coen, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Coen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 05 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

Mme Delruelle-Ghobert et M. P. Peeters, pour raison de santé, demandent un congé.

Vragen verlof: mevrouw Delruelle-Ghobert en de heer P. Peeters, om gezondheidsredenen.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

Mme Saive-Boniver, MM. Vandenhove et Delmotte, pour d'autres devoirs; Rutten, pour des devoirs administratifs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de cet après-midi.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Saive-Boniver, de heren Vandenhove en Delmotte, wegens andere plichten; Rutten, wegens bestuursplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1985

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1985

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1984

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, une opération d'assainissement de la Régie des Télégraphes et des Téléphones a été lancée sous la férule des deux responsables politiques du département de la RTT. Force est cependant de constater que si le coup de sifflet pour le départ de ce plan d'assainissement a été donné il y a longtemps, celui-ci n'est pas encore réellement mis sur rail.

Premier résultat de ce retard — et ne croyez pas que je me prononce pour la totalité de ce plan —, l'une des mesures les plus importantes pour l'avenir de la RTT a été reportée: il s'agit de la recapitalisation de la Régie à raison de cinq milliards par an.

On sait que les résultats d'exploitation de la RTT sont positifs. Ce qui rend le résultat d'ensemble négatif, ce sont les charges financières, et c'est là qu'il faut agir.

Les causes de la situation actuelle sont connues, à savoir la contraction de la consommation des particuliers, du fait de la crise et de la réduction du pouvoir d'achat et l'inflation qui se répercute sur la hausse des coûts et sur le prix du matériel. Il faut ajouter, il faut le dire, les décisions politiques, qui rejoignent les aspects financiers, telles que la dévaluation de 1982. Il est aussi d'autres choix politiques, consternants par leur incohérence, comme la décision, prise également en 1982, de verser un subside de 650 millions à la Régie des Postes. La hausse des investissements, d'ailleurs de plus en plus coûteux, a provoqué un recours accru au marché des capitaux depuis dix ans, dont parfois des emprunts en devises. Il en résulte des charges financières énormes et des pertes de charge très lourdes.

Parmi les moyens de remédier à cette situation, citons: des réformes profondes au niveau de la politique commerciale, une meilleure qualité de service, le remboursement de charges occasionnées par des services d'intérêt général, comme, par exemple, les frais de recherche et de développement que les fournisseurs des Télégraphes et Téléphones incluent dans leurs prix. Une meilleure sélectivité dans les investissements est nécessaire, le matériel doit pouvoir être acheté au meilleur prix. Enfin et surtout, il faut recapitaliser la RTT, pour améliorer le taux d'autofinancement.

Soyons clairs: on n'est nulle part à cet égard et je m'interroge sur les raisons d'un tel retard, qui est extrêmement dommageable pour la RTT. Certes, je comprends que ce gouvernement préfère ne pas prendre la décision d'affecter cinq milliards par an à la RTT dès 1985; il s'en tire déjà assez mal comme cela avec son contrôle budgétaire et l'actualisation de son action.

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Cela me fait plaisir!

M. Eicher. — Au moment où, par ailleurs, on parle d'assainissement et d'amélioration du taux de financement, il est aberrant de voir comment on jette les millions par les fenêtres pour des raisons communautaires, notamment dans les Fourons.

Il s'agit de la décision prise par le secrétaire d'Etat aux PTT d'y construire un central téléphonique destiné à raccorder tous les abonnés fouronnais, flamands et francophones, à un central téléphonique exclusivement flamand.

Ainsi, neuf cents abonnés fouronnais francophones devront désormais acquitter des taxes frappant le trafic interzonal chaque fois qu'ils téléphoneront dans les zones 041 ou 087, c'est-à-dire celles de Liège et de Verviers ...

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Ce n'est pas exact.

M. Eicher. — Pardon, ce sera le cas si l'on construit un nouveau central téléphonique.

Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — C'est Liège.

M. Eicher. — Actuellement, oui.

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Il n'y a rien de changé.

M. Eicher. — Pour le moment, non.

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — J'ignore ce qui se passera au cours du prochain siècle.

M. Eicher. — Neuf cents abonnés fouronnais francophones paieront donc le prix interzonal chaque fois qu'ils téléphoneront dans les zones 041 ou 087, c'est-à-dire celles de Liège et de Verviers auxquelles ils sont raccordés actuellement et vers lesquelles la majorité des communications téléphoniques qu'ils donnent sont naturellement dirigées! Dont coût, une dépense de 150 millions au moins en faveur des 150 abonnés flamands, soit une dépense d'un million par abonné flamand!

Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — A Mouscron, c'est déjà fait depuis longtemps.

M. Eicher. — Sauf que le nombre de néerlandophones à Mouscron ne représente pas 80 p.c. tel qu'il est le cas dans les Fourons pour les francophones. Ici, vous en conviendrez, c'est vraiment une dépense superflue.

Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Là aussi!

M. Eicher. — Je ne suis pas d'accord avec vous, madame le ministre. Au moment où l'on impose des sacrifices à toute la population, cette décision — on attend des ministres francophones qu'ils découvrent là une part des milliards qu'ils cherchent dans le contrôle budgétaire — est d'une indécence remarquable! Si les 150 Flamands des Fourons veulent un central les raccordant à la Flandre, que l'exécutif régional flamand paie, car s'il ne s'agit pas là d'intérêts purement régionaux, on se demande ce qui le sera un jour!

Un mot, si vous me le permettez, sur le contrat du siècle qui, par ailleurs, aura sans doute une influence sur le financement de la RTT. Ce dossier est arrivé aujourd'hui au stade du choix politique puisque après avis partagé de la Coc, le président de celle-ci a transmis les documents au CMCES.

Dans cette affaire, il faut, je crois, tenir compte de deux éléments et tout d'abord de l'intérêt de la RTT. A-t-elle besoin d'un renouvellement accéléré ou non de ses centraux ou faut-il travailler à un rythme normal, qui permette l'adaptation du personnel et n'entraîne pas le recours au leasing?

Le même intérêt de la Régie commande aussi que, pour exercer une pression sur les prix, les sept firmes qui sont actuellement en lice soient consultées. On ne peut concevoir que, pour des motifs communautaires on veuille, dès l'abord, cliquer la situation actuelle en matière de fournitures de centraux téléphoniques, ce qui profite uniquement au Nord du pays. Je crois que la consultation des sept firmes doit être le premier choix politique à faire et j'en appelle aux ministres francophones, malheureusement absents, pour qu'ils fassent, à cet égard, les preuves de leurs capacités de résistance.

Un autre problème qu'on ne peut ignorer, c'est celui qui a été mis en lumière par la diffusion des programmes de la RAI. Certes, une solution est intervenue, à titre temporaire, sur le cas particulier de la diffusion des programmes de la RAI sur l'Alé et Brutélé. La décision prise par le secrétaire d'Etat, outre qu'elle a paru pour le moins intempestive aux yeux du ministre de la Justice, lèse en fait les intérêts des exécutifs communautaires, ceux-ci étant compétents pour la radiodiffusion, la télévision, sauf pour les communications gouvernementales et la publicité commerciale, deux exceptions à interpréter strictement.

Les arguments techniques invoqués ne peuvent aboutir à une négation des compétences communautaires.

Or je sais que M. le ministre De Croo envisage de soumettre ou a soumis au Conseil des ministres un projet de loi relatif aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. Ce projet déborde largement sur les compétences communautaires. La commission de l'audiovisuel de la Communauté française a affirmé que les deux exceptions reconnues — communications gouvernementales et publicités commerciales — doivent être les seules. Je rappelle que l'article 8 de la loi spéciale confère, aux communautés, le pouvoir de remplir leurs compétences, d'adopter les dispositions et autres mesures relatives à l'infrastructure nécessaire à l'exercice de ces compétences.

Le texte est suffisamment clair, je crois, et je ne saurais cautionner une manœuvre du pouvoir national en vue de récupérer certaines compétences communautaires.

Erlauben Sie mir jetzt ein paar Worte in meiner Muttersprache.

De heer Van In. — Eindelijk!

Eicher. — Sehr geehrte Frau Minister, sehr geehrter Herr Minister, bereits im vergangenen Jahr, und zwar auf der Sitzung vom 8. Mai, habe ich Sie auf die Zuerkennung zusätzlicher Sendefrequenzen für das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum hingewiesen. Als Deutschsprachiger betrachte ich es als meine Pflicht, Sie in der heutigen Debatte erneut darauf anzusprechen.

In der Zwischenzeit hat bekanntlich die internationale UKW-Konferenz in Genf stattgefunden, und dem BRF sind dort eine Reihe von zusätzlichen Frequenzen zugesprochen worden. Diese sollten es ermöglichen, die Qualität des Empfangs im Gebiet deutscher Sprache selbst zu verbessern. Auch können dadurch die Empfangsmöglichkeiten des BRF zum Landesinnern hin und insbesondere auf Brüssel ausgedehnt werden.

Können Sie mir sagen, wie weit die Vorbereitung des diesbezüglichen Königlichen Erlasses vorangeschritten ist und wann also mit einer Entscheidung zu rechnen ist? Diese würde es dem BRF erlauben, dank der finanziellen Mittel, die der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft

dafür zur Verfügung gestellt hat, die notwendige Infrastruktur dafür auszubauen beziehungsweise neu zu errichten.

Wie Sie bestimmt wissen, hat der BRF auch vor einigen Monaten in Zusammenarbeit mit der RTBF eine Fernsehstestsérie ausgestrahlt. Der für Medien zuständige Gemeinschaftsminister der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Herr Lejoly, plant weitere Fernsehstestsendungen für dieses Jahr, die sowohl über Äther ausgestrahlt als auch über Kabel verteilt werden sollen.

Teilen Sie meine Meinung, daß auch der BRF Anrecht auf die Zuerteilung wenigstens einer Frequenz für Fernsehsendungen hat und sehen Sie die Möglichkeit, eine der zwei noch scheinbar freien Frequenzen in Belgien für zukünftige Fernsehsendungen des BRF zu reservieren?

Erlauben Sie mir zum Abschluß noch eine Frage zu den freien lokalen Rundfunksendern. Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat im Oktober 1984 die fünf ersten freien lokalen Rundfunksender anerkannt und Ihnen diese auch mitgeteilt. Weitere Anerkennungen werden wohl folgen. Wie sieht es mit der Zuerteilung von Frequenzen vonseiten Ihres Ministeriums aus? Sind nicht auch Sie der Meinung, daß es höchste Zeit wird, den anerkannten Lokalsendern ihre Sendefrequenzen zu erteilen, damit diese, die sich an den Zulassungsbestimmungen vonseiten der Gemeinschaft zu halten haben, auch wirklich Ihrer Aufgabe gerecht werden können?

Es darf doch nicht so sein, daß ihre Arbeit von den nichtanerkannten Sendern, wie dies augenblicklich der Fall ist, erschwert wird.

Sie haben sich an strikte Regelungen zu halten; die ändern tun, zur Zeit, was sie wollen.

Sehr geehrte Frau Minister, sehr geehrter Herr Minister, ich danke Ihnen im voraus für die klaren Antworten auf meine Fragen.

Quelques mots enfin de la poste. Pour ma part, je ne peux qu'approuver l'introduction de nouveaux services à la poste.

Il ne faut pas se dissimuler que si la Régie des Postes semble être plus stable, moins perturbée par les nouvelles technologies, cette perception des choses est fautive. Il ne faut pas mener des combats d'arrière-garde, mais bien prendre l'avenir à bras-le-corps.

Je regrette pour ma part, dans les mutations en cours, un certain manque de collaboration entre les deux régies concernées, la Poste et la RTT qui peuvent, me semble-t-il, coopérer efficacement pour une seconde approche dynamique du service public.

Si la poste doit se moderniser, je pense qu'il doit en aller de même pour le travail des postiers. Or il faut reconnaître à ce sujet que le blocage des recrutements a créé des conditions très difficiles en ce qui concerne la récupération des jours de congés et de repos. Le patrimoine immobilier est vétuste.

Il y a là une piste à explorer pour la construction, me semble-t-il. Cela a déjà été dit lors des discussions budgétaires des années antérieures. Hélas! rien ou trop peu n'a été fait en la matière jusqu'à ce jour.

J'ai tenté, monsieur le Président, monsieur et madame les ministres, mes chers collègues, dans mon intervention, de ne pas sombrer dans les vociférations oppositionnelles. J'ai tenté d'être positif. Cela veut-il dire que je cautionne ce budget? Non. J'ai souligné l'incohérence qu'il y a à vouloir imposer un plan d'assainissement et à le laisser s'enliser, non que j'approuve le plan en soi, mais parce qu'il me paraît difficile pour la RTT d'être gérée de manière efficace si elle ne sait pas où elle va, quelles conditions vont lui être imposées.

Je ne pense pas — mais le doute subsiste sur vos intentions, ce qui limite la portée du débat — que le leasing, tant à la Poste qu'à la RTT, soit une bonne chose.

Je ne crois pas après le congrès du PVV de ce week-end, que vous soyez le meilleur défenseur, que vous prétendez être, des services publics. On ne peut crier: «Privatisons!» et, en même temps «Sauvons le service public!»

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — On se demande pourquoi. Ce n'est pas incompatible.

M. Eicher. — Une approche par trop communautaire de certains dossiers — circonscription Télégraphes et Téléphones, de Bruxelles, de Fouron, du contrat du siècle — me gêne beaucoup.

Enfin, la globalité des hausses de tarifs, des réductions de services, des conditions de travail qui se dégradent, m'incitent à rejeter ce budget.

Je vous remercie de votre attention. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Kerpel.

De heer De Kerpel. — Mijnheer de Voorzitter, de bespreking waartoe deze begroting aanleiding heeft gegeven in de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft het de ministers mogelijk gemaakt met veel welwillendheid uitvoering in te gaan op een aantal vragen en een aantal ophelderingen te verstrekken nopens de meeste aspecten die daarbij aan bod kwamen. Wij hebben met veel belangstelling het uitstekend verslag gelezen dat de heer Cardoen over deze begroting heeft opgesteld.

Ik wil vooraf zeggen dat wij deze begroting ervaren als positief en dat wij ze bijgevolg zullen goedkeuren. Dat belet ons nochtans niet hier enkele bedenkingen te maken betreffende een viertal problemen die momenteel aan de orde zijn, meer speciaal met betrekking tot de Regie voor Telegrafie en Telefonie.

Ten eerste, wil ik het hebben over de tarievenpolitiek van de RTT. We weten allemaal dat een tarievenpolitiek er eigenlijk op de eerste plaats moet toe strekken zo dicht mogelijk de kostprijs te benaderen en daarenboven moet trachten een zekere gelijkgerichtheid te bekomen tussen de verschillende abonnees, ongeacht de streek waar zij woonachtig zijn. Ik wens hier nogmaals te herhalen dat de tijdsduurmeting die onlangs werd ingevoerd, door ons wordt beschouwd als een stap in de goede richting in de mate dat zij ertoe strekt de kostprijs zo nauwkeurig mogelijk aan te rekenen aan degenen die een langdurig gesprek voeren.

Er blijft echter nog altijd een discriminatie bestaan tussen de abonnees naargelang zij woonachtig zijn in een kleine of in een grote tarifeerzone. Wij hebben op deze tribune de gelegenheid gehad de minister en de staatssecretaris daarover te ondervragen, onze bekommernis daaromtrent uit te spreken en hebben van hen vernomen dat er dienaangaande studies op het getouw zijn gezet en dat bepaalde maatregelen worden voorbereid.

Ik wil graag gebruik maken van de bespreking van deze begroting om de regering te vragen dat zij spoedig werk zou maken van de herindeling van het grondgebied in beter aangepaste tarifeerzones en dat zij aan de vergadering zou willen mededelen tegen welke datum deze hervorming mag worden verwacht.

Mijn tweede bedenking betreft de aanpassing van de kapitaalstructuur van de RTT. Wij hebben vorig jaar reeds uitvoering over dit probleem gesproken. De regering heeft in het kader van het saneringsplan voor de RTT in een rekapitalisatie voorzien van 5 miljard gedurende verschillende jaren om het de RTT mogelijk te maken te functioneren in behoorlijke bedrijfseconomische omstandigheden. Het doet mij bijzonder veel spijt in de begroting van 1985 geen spoor terug te vinden van deze rekapitalisatie. Ik heb weliswaar kennis genomen van de verklaring van de regering dat dit te wijten is aan het feit dat het saneringsplan niet tijdig klaar was, maar is beschouw dit eerder als een voorwendsel dan als de echte reden. De kapitaalherstructurering van de RTT zou ten spoedigste moeten worden geregeld.

Mijn volgende bedenking — hoe zou het anders kunnen! — betreft het contract van de eeuw in verband met de installatie van nieuwe telefooncentrales. Ik heb met belangstelling en voldoening kennis genomen van de verklaring van de minister en de staatssecretaris in de Kamer van volksvertegenwoordigers luidens welke bij het toekennen van dit contract allereerst rekening zal worden gehouden met bedrijfseconomische criteria, zoals de conformiteit met de technische specificaties, de prijsvergelijkingen, de betrouwbaarheid, de eenvoud van het beheer, van de exploitatie en van het onderhoud, de gebruiksduur, de zekerheid van de bevoorrading en uiteraard ook de compatibiliteit met de bestaande apparatuur. Ik verheug mij over deze bedrijfseconomische aanpak, die primordiaal is om tot een behoorlijke exploitatie van de RTT te komen.

Ik ben nochtans van mening dat na zoveel maanden praten dit dossier beslissingrijp moet zijn. De RTT zou dringend moeten weten waar zij aan toe is en derhalve zou de regering zeer snel een beslissing moeten treffen. Ik wil evenwel de hoop uitspreken dat de regering zich zou houden aan de toezegging die ze heeft gedaan in de Kamer, namelijk dat men zich bij de toewijzing van het contract van de eeuw geenszins zou laten verleiden tot communautair opbod.

Mijn vierde bedenking handelt over het wetsontwerp betreffende radio- en televisiedistributienetten en de handelspubliciteit op radio en televisie. Wij weten allen dat dit wetsontwerp momenteel op het getouw staat en dat het ertoe strekt een materie te regelen die dringend zou moeten worden geordend. Sommige kringen pleiten er echter voor dat

in het kader van dit wetsontwerp ook fundamentele wijzigingen zouden worden aangebracht in de wetgeving die de telecommunicatie in ons land regelt, namelijk de wetten van 1930 waarbij de RTT werd opgericht en waardoor het wettelijk kader werd geschapen binnen het welk de RTT haar exploitatie moet uitvoeren.

In elk geval is het nogal evident dat de koppeling van deze twee problemen zuiver kunstmatig is en dat het wetsontwerp nopens de kabelnetten moet worden goedgekeurd, ongeacht de wettelijke bepalingen betreffende de telecommunicatie die tot nader order voor ieder van ons een dwingend karakter hebben. Het valt overigens te vrezen dat, als men de weg van de koppeling opgaat, het wetsontwerp nopens de kabelnetten niet alleen voor enkele maanden, maar zelfs voor ettelijke jaren wordt vertraagd. Dat zou een bijzonder spijtig maneuver zijn en de oplossing van een bijzonder dringend probleem voor lange tijd op de helling zetten. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dalem.

M. Dalem. — Monsieur le Président, l'évolution que doivent connaître la Régie des Postes et la Régie des Télégraphes et Téléphones dans les années à venir m'amènera surtout à considérer l'importance accrue qui doit être accordée à ces deux organismes.

D'aucuns regrettent que, dans la période où nous vivons, une attention suffisamment importante ne leur ait pas toujours été accordée et surtout qu'un manque d'investissements sélectifs ait provoqué un retard dans l'épanouissement de ces deux régies, et je dois bien reconnaître que je partage partiellement le point de vue de cette position récriminatrice.

Toutefois, un effort sensible s'est développé et une prise de conscience est apparue pour tenter de rendre à ces deux régies la place qui était la leur dans notre pays. Cet effort doit encore être amplifié.

Je développerai dans une première partie quelques considérations relatives à la Régie des Télégraphes et Téléphones.

La loi du 7 décembre 1984 a donné à la RTT des possibilités de prendre des participations dans des organismes publics ou privés, étrangers ou internationaux. La loi est assez récente mais la proposition de loi avait été introduite il y a quelques années déjà, de sorte qu'on est en droit d'attendre que les premières propositions de participation se manifestent assez rapidement.

Outre que cette loi régularise, en quelque sorte, la collaboration financière de la régie dans l'exploitation des satellites gérés par des organismes internationaux, elle dote également cette entreprise publique d'un moyen qui lui permettra de collaborer avec des firmes privées produisant soit des terminaux, soit des organes d'infrastructure.

Ces firmes deviendront par la force des choses des fournisseurs privilégiés de la régie, ce qui allégerait les contraintes, trop lourdes pour une entreprise à caractère industriel, imposées par les règles sur les marchés publics et par les approbations des multiples organismes de tutelle, sans pour cela tomber dans l'excès contraire qui serait d'inféoder la régie à certaines entreprises privées. En effet, les rapports entre la Régie et ces entreprises ne seraient pas ceux de clients obligés vis-à-vis de fournisseurs à caractère monopolistique mais bien de partenaires ayant un intérêt commun dans les activités qui leur sont propres.

Il semble qu'une première expérience de participation devrait être tentée dans le domaine de certains terminaux appelés à une expansion rapide et à une évolution qui ne le sera pas moins, puisqu'elle épouse les progrès technologiques. Je cite les appareils de télécopie et les téléphones sans cordon.

La prise de participation dans des firmes privées fabriquant ces deux types d'appareils dispenserait la régie de faire des études de marché et de constituer des stocks d'appareils rapidement dépassés sur le plan technique. La rapidité des progrès réalisés pour les appareils de télécopie est un bel exemple à cet égard.

Certes, malgré les précautions prises par le législateur, les dangers restent grands de voir le choix des firmes soumis à des pressions dont les objectifs resteraient totalement étrangers au bon fonctionnement et à une exploitation efficiente des télécommunications. Ces obstacles ne doivent cependant pas nous faire reculer, car le progrès, lui, n'attend pas.

Une autre raison pour choisir la première expérience dans le domaine des terminaux, c'est que, dans ce cas, la loi n'exige pas que la participation de la régie soit majoritaire, comme cela est prévu pour l'infrastructure, et que dès lors l'incidence financière de ces premières participations pourrait être relativement réduite pour la régie.

Ces premières expériences seraient d'un très grand enseignement pour l'avenir en révélant les aléas du système, aléas qu'il serait possible d'éviter lorsqu'il s'agirait de prendre des décisions engageant plus lourdement l'avenir.

Que d'énergies gaspillées, tant dans le passé que dans l'avenir, si cette loi du 7 décembre 1984 devait rester lettre morte!

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Elle ne peut pas rester lettre morte. Le Sénat y a consacré tellement d'attention! Elle a connu une gestation si fructueuse que nous aimerions la voir fructifier davantage.

M. Dalem. — J'espère que la gestation qui fut si longue et si douloureuse, monsieur le ministre, permettra d'aboutir à de bonnes solutions. C'est cela essentiellement que j'ai voulu développer au début de mon intervention.

A partir de 1982, la RTT a passé commande de câbles à fibres optiques. Les quantités ainsi acquises sont, selon mes informations, de 70 km en 1982, de 400 km en 1983 et de 350 km en 1984.

Les investissements relatifs à la fourniture et à l'installation de ces câbles se monteraient pour ces mêmes années à 45, 320 et 210 millions de francs.

A ces montants, doivent encore s'ajouter les coûts du placement des câbles à fibres optiques dans leurs tranchées.

En 1985, la RTT continuerait ses achats. C'est bien normal.

La mise en exploitation de ces câbles exige que la RTT puisse acquérir les équipements opto-électroniques destinés à convertir les signaux téléphoniques en signaux lumineux.

Or, à cette date, selon les renseignements que je possède, aucun marché d'envergure n'a été passé pour la fourniture et l'installation de ce matériel indispensable pour rentabiliser les importants investissements déjà engagés. La RTT risque ainsi d'importantes pertes financières, de même que la saturation de son réseau.

Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Cela a été examiné par la Coc pendant des mois.

M. Dalem. — J'espère également qu'une solution sera trouvée, madame le secrétaire d'Etat. En effet, plus d'un milliard de francs ont été investis dans les dernières années. Espérons que nous pourrions rattraper le retard.

Quelques questions relatives au réseau à large bande ont retenu mon attention, à savoir:

1. Quand la RTT prévoit-elle la mise en service du réseau numérique à intégration des services? Quels seront les services offerts à la clientèle?

2. Quand la RTT prévoit-elle la mise en service du réseau à large bande? Quels seront les services offerts à la clientèle?

3. Est-il envisagé, en vue de la création de ce réseau à large bande, de regrouper les infrastructures existantes? Prévoit-on de créer un réseau commun RTT + télédistribution à fibres optiques pour véhiculer les services à large bande?

Une réponse au problème de la recentralisation des services spéciaux en dehors des heures normales de service me semble indispensable, à savoir: le 990: service à la clientèle; le 997: service des renseignements; le 998: service des dérangements et le 999: service de messageries, lesquels seraient, la nuit, les samedi, dimanche et jours fériés, reportés sur quatre centres téléphoniques, soit un à Flandre, un à Bruxelles, un à Eupen pour la région de langue allemande et un en Wallonie.

Le choix du centre wallon se poserait.

Permettez-moi de vous suggérer une solution partielle et de vous présenter les cinq axes de réflexion suivants plaçant pour le choix du centre de zone de Marche-en-Famenne, zone 084.

1. Sa position géographique assez centrale au cœur de la Wallonie est un argument valable.

2. Il existe déjà sur place des câbles suffisants et des locaux libres permettant l'implantation requise.

3. Le «reroutage» technique ne devrait pas poser de grands problèmes.

4. Les emplois nécessaires pourraient être occupés assez rapidement vu le nombre de demandes de mutation pour la région, introduites par

des agents obligés actuellement de se déplacer vers Bruxelles, Namur, Liège. Créer des possibilités d'ouverture d'emplois pour une région économiquement défavorisée dans ce domaine et assurer une utilisation plus judicieuse du personnel TT de la région sont, à mon sens, deux éléments qui méritent un attachement très particulier.

5. Enfin le centre de Marche est facilement accessible à tout navetteur, car il se trouve à proximité immédiate d'une gare de chemin de fer.

Ces cinq éléments devraient être pris en considération dans les décisions qui devront intervenir prochainement.

Dans un contexte plus général couvrant la politique de la régie pour les années à venir, deux axes de réflexion me paraissent aussi importants.

La Régie des Télégraphes et Téléphones, comme la plupart des administrations publiques, est soumise à l'obligation de présenter un plan d'assainissement. Mon souci est que les dispositions incontestables de rationalisation qui marqueront le plan ne mettent pas en péril l'équilibre tarifaire et les structures d'emplois existantes.

1. Il est un motif de satisfaction dont je tiens à témoigner dans le contexte du budget 1985. C'est le maintien d'un équilibre sans augmentation générale des tarifs, avec le seul aménagement de la taxation des communications locales, modification accompagnée de modalités particulières pour les services sociaux tels que les centres Tél-accueil et autres, ainsi que de mesures d'allègement pour les abonnés sociaux pour lesquels il a été proposé de porter le nombre d'unités tarifaires gratuites de 30 à 40. C'est une politique tenant absolument compte des intérêts des consommateurs ainsi que des utilisateurs les plus défavorisés, politique dont je me réjouis et que j'invite à poursuivre dans ce sens.

A cette même tribune, j'ai, à de nombreuses reprises, signalé la position très défavorable des régions du Sud-Est. Je me rappelle très bien avoir souligné les rapports existants entre certaines zones, compte tenu du nombre d'abonnés. En effet, au Nord comme au Sud, on trouve des régions comportant quelques milliers d'abonnés et d'autres qui en comptent des centaines de milliers. Il s'agit là d'un élément essentiel en matière de tarification.

2. Sur le plan de l'emploi, deux volets de la rationalisation des services offerts à la clientèle me préoccupent surtout aujourd'hui. Il s'agit, d'une part, du démantèlement progressif du service télégraphique et tout particulièrement pour la province de Namur, à Tamines et à Beauraing, où ces deux bureaux sont menacés, d'autre part, de la recentralisation des services spéciaux.

Les incidences attendues sur l'emploi seront soit des suppressions dans certains cas, soit des déplacements dans d'autres. Afin d'en atténuer au maximum les effets néfastes, il me paraît absolument nécessaire de mettre en place préalablement et dans toute la mesure du possible à proximité immédiate, des nouvelles structures d'accompagnement, créatrices de nouveaux emplois. Je pense notamment à la nécessité pour la Régie des Télégraphes et Téléphones d'une politique commerciale cohérente qui permette de rendre le maximum de services à la clientèle dans les délais les plus rapprochés et avec la constance requise pour un service public.

La mise en place de téléboutiques dans tous les centres régionaux se révèle d'une nécessité absolue. A ce propos, puis-je vous demander quel délai vous prévoyez, dans cette zone 084, pour qu'on puisse en disposer?

Une autre direction de maintien d'emploi et d'efficacité pour la clientèle serait la disposition en permanence, comme cela se fait pour les services d'électricité, d'équipes de levée de dérangements aux installations d'abonnés.

Lors de la présentation à cette même tribune du budget des Communications et des PTT de l'année 1984, il m'a été agréable de souligner une fois de plus la progression du développement de la station des télécommunications de Lessive, située sur le territoire de l'entité rocheffortoise, en mettant notamment l'accent sur les diverses manifestations qui s'y sont déroulées dans le cadre de l'Année mondiale des télécommunications, la dernière en date étant l'inauguration, le 23 novembre 1983, de la mise en service de la deuxième antenne dirigée comme la première vers le satellite situé au-dessus de l'océan Atlantique.

La poursuite sur le site même du programme d'implantation de supports technologiques nouveaux, rendus absolument nécessaires dans le contexte de la révolution spatiale que nous vivons aujourd'hui, me réconforte quant à la gestion très sélective des investissements faite par l'administration de la Régie des Télégraphes et Téléphones orientée sur les véritables créneaux porteurs d'avenir. Cela me paraît important en ces temps difficiles de crise économique et je fais appel à toute votre responsabilité, madame le secrétaire d'Etat, monsieur le ministre, ainsi qu'à la régie et à tous les niveaux d'orientation des décisions pour

promouvoir une collaboration efficace entre la Régie des Télégraphes et Téléphones et le monde scientifique, universitaire et industriel.

Cette construction de la troisième antenne dans l'enceinte de la station terrienne de Lessive qui nous était annoncée hier est devenue aujourd'hui réalité. Elle est appelée, à l'image de l'amélioration des échanges des communications téléphoniques intercontinentales engendrée par les deux premières antennes, à rendre le même service à l'échelon européen et à faciliter incontestablement les relations économiques et sociales sur notre continent et, particulièrement, au sein des pays du Marché commun.

Grâce à des relais situés sur des faisceaux hertziens, elle permettra, en outre, la diffusion des programmes TV pour le compte du réseau eurovision. J'aurais voulu savoir également où l'on en est à l'heure actuelle en ce qui concerne le réseau mondovision car cela me paraît fondamental.

Je me permettrai cependant de tempérer cet espoir de satisfaction par une certaine inquiétude quant au retard encouru pour sa mise en service prévue initialement, si je ne m'abuse, pour fin 1984. Puis-je demander à Mme le secrétaire d'Etat de bien vouloir me donner les raisons de ce contretemps et de me fixer quant au délai dans lequel elle pourra devenir effectivement opérationnelle ainsi que sur les perspectives futures de modernisation et de développement de l'infrastructure existante. Un récent article de presse m'a permis de constater que la commande par transmission numérique avait été passée, je pense, pour les deuxième et troisième antennes.

Cette évocation de la prospective technologique ne peut, à mon sens, être dissociée de deux éléments essentiels à sa valorisation, ainsi que je l'avais déjà mis en évidence l'an dernier et que je me plais à le rappeler vu son importance, à savoir la nécessité inéluctable de disposer d'un cadre de personnel compétent et suffisant et, en outre, l'opportunité de rechercher les meilleurs circuits d'éveil de la population à ces innovations.

En effet, la rapidité du progrès et la complexité de ses composantes requièrent plus que jamais la disponibilité de fonctionnaires suffisamment nombreux et qualifiés que pour se maintenir au diapason de l'évolution technologique nécessitant un recyclage permanent. Bien que, selon les renseignements dont je dispose, un effort particulier ait été fait dans cette optique, je souhaite qu'il soit poursuivi et que le cadre du personnel actuellement établi soit entièrement pourvu de ses effectifs. La concrétisation sur place d'un réseau d'écolage permanent me paraît aussi absolument fondée.

Sur le plan de l'intéressement du public à la station, je me plais, une fois de plus, à souligner la très grande disponibilité du personnel d'accueil de Lessive.

Il convient de poursuivre la politique d'adaptation permanente des structures de l'exposition par une ouverture aux innovations les plus récentes en matière de technologie des télécommunications et de doter cette vitrine exceptionnelle sur le public des meilleurs réseaux d'information. Dans cette optique, il me serait agréable d'être informé des perspectives envisagées pour la prochaine saison touristique dont l'ouverture reste toujours fixée, si mes renseignements sont exacts, le 1^{er} mai prochain.

A propos du choix de cette date, je me permettrai d'insister à nouveau, dans le souci d'une coopération encore plus étroite avec les autres centres touristiques de la région, sur la recherche de la possibilité de mieux coordonner les périodes d'ouverture au public avec celles des autres pôles d'attraction, locaux et régionaux, afin de présenter aux meilleurs moments de l'année aux personnes étrangères à la région un circuit touristique plus complet et plus varié.

Il est également intéressant, en cette Année de la jeunesse, de réserver une attention particulière aux étudiants en leur présentant, via les canaux des réseaux d'enseignement, une documentation attractive de la station de Lessive réactualisée en permanence.

Un point négatif à mes yeux est l'agencement actuel du bâtiment technique principal. J'ai déjà fait cette observation à plusieurs reprises et je pense qu'une solution existe à ce problème. En effet, ce bâtiment est toujours dépourvu en façade d'un local d'accueil convenable pour le public, ce qui, notamment en dehors de la saison touristique, conduit à une situation laissant aux visiteurs une mauvaise impression de l'accueil, tandis que pendant la saison, l'accueil fait au public est chaleureux.

Pour ma part, je puis assurer, comme par le passé, les responsables sur place de la Régie des Télégraphes et Téléphones de mon souci constant de poursuivre la collaboration fructueuse qui nous a animés jusqu'à présent dans un esprit de promotion qui me paraît essentiel.

Mais une très vive inquiétude m'est cependant inspirée par l'implantation de la nouvelle station terrienne de Liedekerke. J'aurais aimé connaî-

tre quels sont les projets relatifs à cette station, notamment quant à son utilité, son infrastructure, son coût, sa rentabilité et son caractère touristique éventuel.

Je me permets d'insister de la manière la plus ferme sur ces questions et j'attends une réponse complète, car le dédoublement injustifié d'une infrastructure comme Lessive n'est jamais de mise, à fortiori dans les circonstances budgétaires actuelles. Il ne s'agit pas d'un problème communautaire : si des implantations doivent être réalisées, qu'elles le soient, mais il ne faudrait pas créer une seconde infrastructure inutile. C'est bien le sens de ma question.

Dans une seconde partie, beaucoup plus brève, je souhaite aborder quelques problèmes relatifs à la Régie des Postes.

La mise en place du service commercial à la Régie des Postes depuis le 1^{er} juillet 1983, constitue une étape importante dans l'évolution des services postaux car elle répond au souhait de la pourvoir d'un service regroupant toutes les activités relatives aux relations publiques, au marketing et à l'expansion commerciale, avec comme objectifs principaux : l'application d'une politique commerciale offensive sur tous les plans ; la formation de tout le personnel vers une attitude plus commerciale avec la clientèle ; l'accroissement des recettes par le développement ou la création de produits ou de services nouveaux — cette politique a déjà été entamée — tels les postpacks, postogrammes, taxipost, etc. ; l'amélioration des équipements pour le traitement des opérations financières, à l'aide notamment de terminaux situés dans toutes les perceptions, comme à la CGER — à ce sujet, il reste à déterminer jusqu'où il faut aller mais, en tout cas, ce qui existe à l'heure actuelle est insuffisant ; l'extension des heures d'ouverture des bureaux de perception le samedi matin et une distribution plus hâtive du courrier commercial des entreprises ainsi que des journaux quotidiens aux abonnés, objectifs en voie de réalisation et qu'il serait important de voir aboutir rapidement ; enfin, l'amélioration de la représentativité de la Régie des Postes.

Sans doute, un timide démarrage a débuté depuis 1981. Je souhaite toutefois vivement qu'une vitesse de croisière soit imprimée au « super-tanker flexible » — expression que je n'aime pas beaucoup — auquel la régie a souvent été comparée depuis la création de son service commercial, le 1^{er} juillet 1983, grâce à votre heureuse initiative. Je tiens à vous en féliciter.

En effet, il n'est pas possible que la Régie des Postes reste en dehors du mouvement général ; il est indispensable et urgent de la revigorer.

J'en arrive ainsi aux problèmes du personnel qui doivent être impérativement résolus si l'on veut vraiment atteindre le but que chacun s'accorde à assigner à la régie.

Il conviendrait de recruter un personnel définitif par examen très sélectif à tous les niveaux. Le rendement serait fortement amélioré.

Les promotions aux postes de confiance ne devraient pas traîner durant des années. Je cite en exemple ma ville où existent deux perceptions A, en l'occurrence Rochefort et Jemelle. Il n'y a plus de titulaire depuis de nombreuses années, ce qui entraîne forcément un manque de continuité — certains diront un laisser-aller — qui est préjudiciable au Trésor public et à la clientèle. En effet, d'importantes indemnités pour fonctions supérieures et frais de séjour sont accordées aux intérimaires venant d'un autre bureau d'attache. Dans la 11^{me} direction, c'est-à-dire à Arlon, environ un tiers des perceptions sont sans titulaire. Il est extrêmement important de remédier à cette situation.

Quant aux nombreuses questions posées par les syndicats, je vous demande d'y répondre dans les plus brefs délais ; le malaise existe et sa perception est très apparente, même au niveau du public.

Je souhaite également que tous les problèmes relatifs à la sécurité soient tenus comme prioritaires et je crains que l'évolution extrêmement rapide de la grande criminalité ait toujours le dessus sur des équipements qui ne répondent jamais qu'à des situations du passé.

En effet, les moyens dont nous disposons actuellement ne correspondent nullement à ceux auxquels recourt la criminalité. Nous sommes, à mon avis, toujours à la traîne sur ce plan. Il s'impose dès lors, vous en conviendrez, de revoir ce problème dans son ensemble.

En ce qui concerne la politique des bâtiments, il est temps de rétablir un meilleur équilibre entre, d'une part, des nouveaux bâtiments trop luxueux et d'un coût prohibitif en période de récession et, d'autre part, des bâtiments anciens non adaptés, non fonctionnels et ne permettant pas au percepteur des postes ou à son délégué d'y vivre décemment, comme c'est le cas dans ma localité.

C'est un souffle nouveau qu'il convient de donner à la Régie des Postes, mais dans le respect, à la fois des utilisateurs, tant privés que les entreprises, et des agents eux-mêmes.

Monsieur le ministre, madame le secrétaire d'Etat, notre groupe votera le budget qui nous est soumis, mais les remarques émises méritent, je pense, votre attention, vos réponses et surtout les modifications qui s'imposent. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, bij het doornemen van het verslag van de bespreking van de begroting van PTT in de Kamer van volksvertegenwoordigers deden we een eigenaardige vaststelling. De staatssecretaris zelf gaf onzes inziens een juiste analyse van het regeringsbeleid ten aanzien van de Regie der Posterijen. We zijn er haar dankbaar om. Ze heeft het zo kernachtig geformuleerd dat we haar letterlijk kunnen citeren:

Samenvattend zei mevrouw de staatssecretaris:

« Herhaalde tariefverhogingen, samendrukking van de werkingskosten en strikte beperking van de investeringen. In die voorwaarden, kan er geen sprake zijn van verbetering van de dienstverlening aan de cliënteel. Integendeel, in bepaalde gevallen heeft de absolute noodzaak om op korte termijn de begroting in evenwicht te brengen, een vermindering van de dienstverlening tot gevolg gehad, wat op lange termijn als nadelig moet worden aangezien.

Evenmin kon er sprake zijn van een verbetering van de postinfrastructuur of het onroerend bezit, met alle gevolgen die men zich kan indenken op het vlak van cliëntenonthaal, de dienstuitvoering, de veiligheid en het comfort van het personeel.

Uiteindelijk kon er evenmin sprake zijn van een commerciële politiek gelet op de dwingende noodzaak te allen prijze de tarieven te verhogen om in de onmiddellijke toekomst de door de brutale inkrimping van de staatssubsidies gedestabiliseerde begroting opnieuw in evenwicht te brengen.

De resultaten van een dergelijke politiek zijn jammer genoeg onvermijdelijk: achteruitgang van het postverkeer, klantenverlies, ontstaan van een wilde concurrentie waardoor het rendabele gedeelte van het verkeer wordt afgeroomd... met de nefaste gevolgen van een dergelijke situatie op de ontvangsten en dus... op het budgettaire evenwicht van de Regie der Posterijen. »

Helaas, is de staatssecretaris van mening dat deze analyse niet meer toepasselijk is op haar beleid en op dat van de minister.

Even verder in de tekst verklaart ze immers dat met het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982 de vicieuze cirkel is doorbroken. Wij durven deze optimistische conclusie betwifelen. Zeker nadat we aan de hand van de beschikbare jaarverslagen en met de gegevens van het verslag van de bespreking in de Kamer, een aantal zaken op een rijtje zetten:

— Indien de Regie der Posterijen in 1982 in totaal 100 frank had uitgegeven, dan bedroeg dit in 1983 nog 99,9 frank;

— Indien de totale ontvangsten in 1982 gelijkgebracht worden op 100 frank, dan bedragen de totale ontvangsten in 1983 106,6 frank;

— Indien de totale staatsstussenkomst in 1982 gelijk was aan 100 frank, dan was dit in 1983 nog 91,1 frank;

— Indien het totaal aantal bewerkingen in 1982 100 bedroeg dan was dit in 1983 nog 95,7.

Onze eerste vaststelling is dat tegenover een betekenisvolle achteruitgang van de trafiek, een even betekenisvolle stijging van de ontvangsten staat. Deze stijging is ook niet veroorzaakt door een stijging van de staatsstussenkomst. Ook die is gedaald. Het produkt is dus duurder geworden.

Een andere berekening staft deze vaststelling: de gemiddelde prijs per bewerking bedroeg in 1983, 7,28 frank, daar waar deze prijs, in overeenstemming met het inflatiecijfer, slechts 5,63 frank had mogen bedragen.

Tweede vaststelling: de stijging van de autofinancieringsgraad. Deze is inderdaad toegenomen van 57 pct. in 1982 tot ongeveer 61 pct. in 1983. Op zichzelf is dit een verheugende vaststelling. Zeker indien deze stijging te danken zou zijn geweest aan toegenomen produktiviteit een groter rendement, nieuwe diensten ... Maar ook hier lijken vooral de tariefverhogingen de oorzaak te zijn van deze stijging van de autofinancieringsgraad. Hoe kan men anders bij daling van het produkt een groter aandeel eigen ontvangsten bekomen. Deze operatie is dus vooral ten nadele van de klant gebeurd.

Laten we even de cijfers voor wat ze zijn en de beleidsbeslissingen bekijken die door de politieke verantwoordelijken werden genomen. Ook hier moeten we vaststellen, en dit in tegenspraak met wat de staatssecretaris beweert, dat zij helaas, niet van die aard zijn dat de deflatoire vicieuze cirkel kan worden doorbroken.

Het koninklijk besluit nr. 182 is zowat de sluitsteen van het zagezegde saneringsbeleid van de minister en de staatssecretaris. In één pennetrek werd beslist dat de staatsstussenkomst voor de duur van het plan 1984-1988, wat er ook zou gebeuren, niet meer zou groeien dan de algemene evolutie van de Rijksbegroting met daarin verrekend een jaarlijkse vermindering van 1 pct. van de dotatie aan de brievenpost.

We betwisten helemaal niet de noodzaak van een sanering en wij zijn er ook van overtuigd dat de toestand van de Schatkist verplicht tot een uiterst zuinig gebruik van overheidsgelden — en ik weet dat wij het daarover eens zijn, mijnheer de minister — maar het opleggen van een dergelijk strak schema, zonder rekening te houden met welke omstandigheid dan ook, lijkt ons niet ernstig te zijn.

Wil men van, zoals men ze soms noemt, « oude tante Pos » een modern postbedrijf maken, wat onze bedoeling zou moeten zijn, ...

De heer De Bondt. — U zegt wel « onze » bedoeling.

De heer Seeuws. — Inderdaad, « onze » bedoeling.

Ook daarover zijn wij het weer eens, mijnheer De Bondt. U had het daarnet blijkbaar te druk met over andere regeringsperikelen te praten, daarom hebt u waarschijnlijk niet gehoord wat ik heb gezegd.

De heer De Bondt. — U zal niet aan de verantwoordelijkheid ontsnappen en waarschijnlijk nog veel zwaardere maatregelen moeten treffen.

De heer Seeuws. — Dat wisten wij al en we zullen zien wat we kunnen doen als deze nieuwe tijden zullen aanbreken. Ik hoop dat u er nog bij zult zijn.

Ik herhaal dat men, wil men over een modern postbedrijf beschikken, de nodige investeringen moet durven te doen. Die investeringen worden niet gespaard, aangezien het de post niet toegelaten is schulden te maken en dus haar investeringen moet financieren volgens de financiële mogelijkheden van het boekjaar. Nogmaals, wij vragen geen onbeperkte kredieten maar wij vinden het verkeerd dat een overheidsbedrijf, dat zo aan modernisering toe is, een dergelijk strak keurslijf krijgt opgedrongen. Op die manier legt men vooraf een hypotheek op de goede werking en de dienstverlening, die toch van een overheidsbedrijf mogen worden verwacht, en plaatst men het in een oneerlijke positie ten opzichte van de kapers op de kust, namelijk de privé-firma's die op vinkenslag liggen om de rendabele diensten over te nemen.

Wij weten dat de meerderheid, ook de regering, hierover verdeeld is.

Sommigen willen dergelijke overname aanmoedigen, anderen wensen dat af te remmen. Deze tweespaltige politiek in het beleid is ook terug te vinden bij de minister en de staatssecretaris, voor wie wij veel waardering kunnen opbrengen maar die beiden een totaal verschillende politiek wensen te voeren in dit opzicht. Dit touwtrekken brengt natuurlijk mee dat het postbedrijf eronder lijdt.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Met alle keurige zwier van uw mentale vermogens, mijnheer Seeuws, redeneert u helaas, in zwart-wit, in slogans. « Privatisering » is een middel waar het kan en waar het nuttig is; het is daarom geen evangelie.

De heer Seeuws. — Toevallig gebeurt die « privatisering » altijd in de meest rendabele diensten, dit zei ook de staatssecretaris bij een bepaalde gelegenheid en daarin heeft ze gelijk. Wij steunen haar.

De heer De Bondt. — Wij ook.

De heer Seeuws. — Mevrouw de staatssecretaris weet dat wij haar volgen waar zulks kan.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mag ik dan aannemen dat u mijn begroting zal goedkeuren en die van de minister niet? (*Gelach.*)

De heer Seeuws. — Dit hangt wel van uw antwoord af.

Niet alleen financieel dwingt men de post in een strak keurslijf. Ook wat het personeelsbeleid betreft, heeft men een rigide schema uitgewerkt, namelijk de vermindering van de loonmassa met 3,5 pct. gespreid over twee jaar. Dat de minister en de staatssecretaris, verantwoordelijk voor dit overheidsbedrijf, zulks toegelaten hebben voor een dienst waar men permanent kampt met personeelstekort — alle sprekers, ook van de meerderheid, hebben dit bevestigd — is onbegrijpelijk. Door dat personeelsgebrek kunnen de overuren, in totaal om en bij de drie miljoen, niet worden gerecupereerd en kan men in bepaalde gewesten het personeel niet toestaan een normale vakantie te nemen in de zomermaanden, hoewel dit vooral voor gezinnen met kinderen toch aangewezen is.

Is het dan niet normaal dat de demotivatie en de ontreddering groot zijn en dat in sommige diensten een abnormaal hoog absentisme wordt geconstateerd?

Nog een ander gegeven wijst op een slecht personeelsbeleid; men aanvaardt enerzijds de -3,5 pct. terwijl men een beroep doet op 2 200 tewerkgestelde werklozen en op 1 780 economische stagiairs die ertoe verplicht worden 4/5-tijds te werken.

Daar begint het natuurlijk. Het is geen statutair personeel, maar personeel dat de ministers kunnen aanwerven. Het is natuurlijk altijd veel prettiger wanneer men zelf mensen kan aanwerven. Maar het is een aanwerving van tijdelijke aard. Uw opvolgers, mijnheer de minister — misschien volgt u uzelf op —, zullen deze personeelsleden, die voor een jaar zijn aangesteld, kunnen ontslaan en het probleem van het tekort aan statutair personeel moeten oplossen.

De heer De Bondt. — Zijn de socialisten tegen opslorplingsprogramma's?

De heer Seeuws. — Ik vind het vreemd dat u daarop reageert.

Iedereen is het daarover eens dat er een tekort is aan statutair personeel.

De heer De Bondt. — Het zijn twee verschillende zaken. Dat weet u beter dan wie ook.

De heer Seeuws. — Het zijn geen twee verschillende zaken. Informeer bij de postkantoren om te weten wat u met die tweeduizend tweehonderd personeelsleden kan doen die daar een jaar komen werken.

Welke motivering hebben zij en wat kunnen zij leren? Eenmaal dat zij met de dienst vertrouwd zijn, moeten zij helaas, weggaan. Het is geen goede politiek en u weet het.

Gelukkig is daar nu de wervingsmachtiging voor een negenhonderd personen. Nu zal moeten blijken of dit voldoende is.

Het beleid dat werd gevoerd, heeft aanvankelijk de dienstverlening ontmanteld door bijvoorbeeld, het stopzetten van de zaterdaguitreiking.

Samengevat kan ik zeggen dat de rigide financiële politiek heeft geleid tot een trager investeringstempo, tot tariefverhogingen en dusdoende het doorschuiven van financiële lasten naar de klant, waarbij meteen ook een negatieve invloed op de trafiek wordt vastgesteld, en tot een personenbeleid dat demotivatie en ontreddering tot gevolg heeft en dus ook de dienstverlening zwaar hypothekeert.

Een vraag daarbij is wat de minister en de staatssecretaris ten aanzien van de ongeveer 36 privé-koerierdiensten die in ons land bedrijvig zijn zullen doen. Overtreden deze koerierdiensten het monopolie of bedreigen zij het? Wie waarborgt — op deze vraag heb ik geen antwoord gekregen — het briefgeheim ter zake, dat grondwettelijk verzekerd is, een bepaling die nog altijd niet gewijzigd is?

Door een ongelukkige tarievenpolitiek zijn de huis-aan-huisbestellingen voor een groot deel in privé-handen terechtgekomen. Dat kan misschien een gelukkig verschijnsel zijn voor de minister, maar indien men het postbedrijf wil moderniseren en nieuwe middelen wenst te geven, rijst de vraag welk initiatief de beleidvoerders nemen om deze Nana terug bij de post te krijgen.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer Seeuws, onze voorgangers hebben deze Nana zelf afgestoten. Zij vonden dat dit produkt, ten eerste, bezwarend was voor de postbedienden die teveel stukken moesten meenemen, ten tweede, dat onder de kostprijs moest worden gewerkt.

Ik heb gisteravond daarover nog een getuigenis gehoord op een belangrijke vergadering met personeel van de post, waaruit bleek dat zij deze Nana zelf hadden afgestoten. Het is trouwens pas nadat de studie werd gemaakt door Team-consult dat we hebben vastgesteld dat dit produkt inderdaad werk en inkomsten bezorgt aan onze mensen en dat we dit produkt moeten terugwinnen. Maar beweren dat wij zelf het hebben afgevoerd is een grove onrechtvaardigheid. U maakt de politiek van deze regering.

De heer Seeuws. — Ik heb dat niet gezegd.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — U zou het ook over de politiek van de vorige regering moeten hebben.

De heer De Bondt. — De verdiensten van deze regering is dat fouten werden vastgesteld.

De heer Seeuws. — Mijnheer De Bondt, ik dank u voor uw hulp.

Ik heb alleen maar gevraagd aan de minister en aan de staatssecretaris wat zij doen om deze Nana terug te winnen.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Alles wat we kunnen!

De heer Seeuws. — Wij hebben vastgesteld dat het voor de posterijen interessant is deze diensten opnieuw op te vangen. Er is bijvoorbeeld, de vraag of aan de gewestelijke directies geen grotere verantwoordelijkheid en meer bewegingsvrijheid moet worden gegeven om afwijkingen op officiële tarieven toe te staan en onderhandelingen te voeren met belangrijke cliënteel. Zo kunnen die directies hun personeel beter motiveren. Ik vernam graag daaromtrent uw mening, mevrouw de staatssecretaris.

Er ontstaat een probleem van coördinatie tussen de verschillende overheidsdiensten en -bedrijven die nochtans, wat de minister betreft, onder een zelfde verantwoordelijkheid vallen.

Ik heb al over dat probleem gesproken maar het is nuttig er geregeld op terug te komen tot er een oplossing in gunstige zin is gevonden. Ik bedoel de relatie post-spoorwegen. Door de invoering van het IC/IR-plan bij de spoorwegen is er voor de Regie der Posterijen een transportprobleem ontstaan zodanig dat in een aantal gevallen een dubbel circuit moet worden georganiseerd wat uiteraard een meerprijs meebrengt. Hoe is dit mogelijk en wat kan hier worden gedaan? Het is een nieuw probleem dat is gerezen door het nemen van maatregelen in een bepaalde sector die een weerslag hebben op een andere sector.

Een ander probleem van relatie bestaat tussen de post en de Regie van Telegrafie en Telefonie. Ik denk in het bijzonder aan de afschaffing van luxetelegrammen en de invoering van het stilaan bekend geworden «postogram» waarmee wij in principe akkoord gaan, maar waardoor een overtal van personeel bij de RTT is ontstaan. Kan daarvoor geen oplossing worden gevonden binnen de diensten van de RTT zelf door omscholing en mobiliteit of kan eventueel een overheveling naar de Regie der Posterijen worden overwogen.

Wij stellen ook een achteruitgang vast van de financiële bewerkingen in de postkantoren. De vraag die daarbij rijst, is hoe de achterstand opgelopen bij de installatie van de fameuze terminals in de postkantoren kan worden weggewerkt. Waarom wordt daar geen gedurfde investeringspolitiek gevoerd inzake materieel en inzake opleiding en herscholing van het loketpersoneel? Het is wenselijk dat dit personeel een doorgedreven opleiding krijgt in klantvriendelijk onthaal. De meeste van die beambten hebben nooit de kans gekregen om een eigentijdse opleiding te volgen. Dergelijke opleiding zou het imago van de posterijen ten goede komen.

Ter vergelijking moeten we wijzen op de bijzonder grote inspanningen die werden geleverd door privé-instellingen zoals de banken. Zij getroosten zich reeds vele jaren grote inspanningen om hun personeel dat weliswaar beter betaald wordt, goed op te leiden. Wij moeten met spijt vaststellen dat BCH nog altijd stiefmoederlijk worden behandeld.

Er is een achterstand in het modern giraal verkeer en er is ook — ik zal daar steeds weer op terugkomen omdat ik het een schande vind — een achterstand in de uitrusting van de postomatdienst. De BCH is een belangrijke kredietverlener voor de Schatkist van, zo ik goed ben

geïnformeerd, nagenoeg 90 miljard goedkoop krediet. Dat is toch niet te verwaarlozen.

Het lijkt bijna op een politieke onwil om banken en andere financiële instellingen niet voor het hoofd te stoten. Vragen die ik daarbij stel zijn: hoeveel bedraagt de dagelijkse gemiddelde geldomloop in de postomat, wat is het investeringsprogramma voor de volgende jaren voor de uitbreiding van dit net, hoever staat het met de geïntegreerde werking met de twee andere commerciële systemen? Ik zal de namen niet noemen. Wij weten waarover het gaat en waarover al zoveel jaren wordt gesproken.

Iets wat ik helemaal niet begrijp, althans niet vanuit mijn visie, is waarom er geen overeenkomst werd bedongen, zoals in het buitenland wel het geval is, om in gebouwen en kantoren van openbare diensten en instellingen zoals de spoorwegen, de RTT, Sabena, de spaarkas en andere, postomatapparaten op te stellen. U kan natuurlijk naar vroeger verwijzen. Ik vind echter dat het de plicht is van de minister en de staatssecretaris die met deze verantwoordelijkheid zijn belast, alle inspanningen te doen die mogelijk zijn om dit te bereiken. In ons land kan dat blijkbaar niet. Ik herhaal, in het buitenland vindt men deze apparaten wel in alle openbare gebouwen en instellingen. Het is toch een nuttig en gemakkelijk middel dat tevens goedkoop krediet opbrengt voor de Staat.

Ik wil nog enkele woorden zeggen over Team-consult. Het eerste rapport over de posterijen, heeft zeven miljoen gekost. Er werden weer kredieten uitgetrokken ten belope van zestien miljoen voor een door-gedreven studie. Kwade tongen beweren dat de eerste studie vooral een synthese was van reeds bestaande rapporten die vroeger al door de PTT zelf waren opgesteld.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Welke rapporten, mijnheer Seeuws?

De heer Seeuws. — Dat weet ik niet, mevrouw de staatssecretaris. U kan mij daar straks op antwoorden. Men heeft mij dat gezegd. Ik herhaal het omdat het belangrijk is. Het gaat niet op aan de privé-sector te vragen een rapport op te maken op grond van gegevens die al bekend zijn.

Ik heb dat reeds meegemaakt in heel andere omstandigheden. Het zou mij dus niet verwonderen dat het hier ook is gebeurd. Het zijn mooie, overzichtelijke en duidelijke rapporten waar enorm veel geld wordt aan besteed om meestal te herhalen wat men reeds weet.

Waarom wordt dat op die manier gedaan? Waarom kan dat niet in eigen beheer en moet men deze rapporten buitenshuis laten maken, terwijl men zelf over de gegevens beschikt? Wanneer dat niet het geval is, dan zal u mij ongetwijfeld antwoorden en terechtwijzen.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Dat intrigeert en interesseert mij bijzonder, mijnheer Seeuws. Mochten ambtenaren de tijd hebben gehad om dit mooie rapport te maken, dan vind ik het nogal eigenaardig dat de minister of de staatssecretaris die het beleid van de Regie voert daar geen weet van heeft.

Het verwondert mij dat u daar bij de bespreking in de commissie met geen woord heeft over gerept. Indien dat wel het geval zou zijn geweest, dan zouden wij op zoek hebben kunnen gaan naar het oorspronkelijk rapport waarnaar u verwijst.

De heer Seeuws. — Ik heb daarover inderdaad niet gesproken, mevrouw de staatssecretaris, u hebt mij blijkbaar niet goed begrepen. Ik heb mij ongetwijfeld zeer slecht uitgedrukt. Ik heb gezegd dat het eerste rapport blijkens inlichtingen die men mij heeft gegeven, zou zijn opgemaakt op basis van gegevens waarover de Regie zelf beschikt. Ik meen dat wij daar niet te lang moeten blijven bij stilstaan.

Wij moeten onze instellingen niet miskennen en hun de opdrachten laten uitvoeren die zij kunnen uitvoeren, in plaats van elders te gaan zoeken om te laten bewijzen wat de beleidvoerders graag horen. Want dit zullen die instellingen in vele gevallen niet zelf doen.

Ik heb nog een laatste opmerking over deze studie. Nergens in de studie wordt rekening gehouden met de last van de sociale functie. u heeft dit zelf erkend. Het zuiver toepassen van het rendementsprincipe

op een openbare dienst is geen goed uitgangspunt. Dat zal u moeten erkennen. Maar misschien wil u liever door anderen laten bewijzen dat er ter zake een ander beleid moet worden gevoerd?

Ik wil ook nog enkele woorden zeggen over de RTT. Volgens verklaringen van de minister en van de staatssecretaris in de Kamercommissie staat de begroting van de RTT in het teken van de financiële sanering van dit overheidsbedrijf.

De nieuwe technologieën op het vlak van de telecommunicatie bieden enorme mogelijkheden. Wij zijn het er wellicht allen over eens dat de RTT deze boot — en ik heb het hier niet over de Regie voor Maritiem Transport — niet mag missen. De financiële structuur van de RTT moet dus dringend worden verbeterd.

Een situatie met een eigen vermogen van amper 15 miljard tegenover een uitstaande schuld van 177 miljard is op lange termijn onmogelijk. Is men met het huidige beleid inderdaad op de goede weg, zoals momenteel wordt beweerd? Deze slogan zie ik immers de jongste tijd dagelijks.

Ik woon namelijk in Gent. De Eerste minister stelt weliswaar de verkiezingen zo lang mogelijk uit, maar begint in Gent de verkiezingsstrijd zo vroeg mogelijk.

De heer De Bondt. — Dat is voorlichting van de publieke opinie.

De heer Seeuws. — Aanvankelijk had men de autofinancieringsgraad willen verhogen door een verhoging van het gemiddeld afschrijvingspercentage, door meeroptbrengsten tengevolge van tariefaanpassingen, en door een kapitaalverhoging via een staatsinbreng van 5 miljard.

Het hoger afschrijvingspercentage heeft men gehandhaafd evenals de tariefverhoging.

De tijdsduurtarifiering voor zonale gesprekken is reeds van kracht. De vraag is echter of men de nodige voorzichtigheid aan de dag heeft gelegd in de tarievenpolitiek. Zal men met deze tariefverhogingen de schuchtere opleving in 1984 van het telefoonverkeer immers niet tenietdoen?

Wij stellen echter tot ons spijt vast dat de Staat de gevraagde kapitaalverhoging niet realiseert. Hierover had ik graag uitleg gehad van de beleidsverantwoordelijken. Dit betekent immers dat de geplande 5 miljard nu op de kapitaalmarkt moeten worden gevonden en dan liefst nog in het buitenland, wat meteen de investeringslasten weer de hoogte injaagt. Het is toch eigenaardig dat de RTT blijkbaar nooit toegang krijgt tot de binnenlandse markt. De minister heeft hierover een ingewikkelde uitleg gegeven tijdens een vorige bespreking.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Dat is niet volledig juist.

Ik ben ervan overtuigd dat er andere technieken mogelijk zijn. De RTT-aandelen kunnen misschien in een aangepaste vorm op de beurs worden verkocht. Staatssecretaris D'Hondt heeft dit gezegd en ik beaam dit volledig. Ik vind dat zij gelijk heeft dit grondig te onderzoeken.

De heer Seeuws. — Dat was de bedoeling van mijn opmerking.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Twee jaar geleden hadden wij het hierover al, mijnheer Seeuws. Wij kwamen toen zeer goed overeen. Dat herinner ik mij zeer goed.

De heer Seeuws. — Maar die 5 miljard legt ongetwijfeld een hypotheek op de toekomstige investeringscapaciteit van de RTT. Een technologisch hoogstaand bedrijf met een enorme dienstverlening naar de bevolking en de bedrijven toe verdient beter. Of kadert deze weigering van de overheid tot een kapitaalverhoging in een bewuste politiek van bepaalde regeringspartners tot privatisering van de openbare diensten en dus ook van de RTT?

De noodzakelijke kapitaalverhoging zou natuurlijk ook door privé-financiers kunnen gebeuren.

Iedereen die het dossier kent weet dat de door minister De Croo zo gewenste versnelde «digitalisering» van het commutatienet, de RTT voor onmogelijk te dragen investeringslasten zou plaatsen. Maar uit de onthullingen in onder meer *De Financieel-Economische Tijd* blijkt dat er reeds contacten zijn met privé-financiers.

De regeringsverklaring spreekt wat dat betreft van de versoepeling van het RTT-monopolie.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — U zegt niet alles, mijnheer Seeuws.

De regeringsverklaring spreekt over een versoepeling over het RTT-monopolie, wat de eindapparatuur betreft. Het staat uitdrukkelijk in de tekst.

De heer Seeuws. — Spreekt u over een vorige regeringsverklaring of over die welke nog moet komen, mevrouw de minister?

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Over die van 16 maart 1983.

De heer Seeuws. — Er is toch sprake van een versoepeling en men kan dit nieuw gegeven niet uit de weg gaan.

Wij blijven ervan overtuigd dat de eerder vermelde elementen wijzen in de richting van geruisloze maar stelselmatige stappen naar «privatisering».

Wij wensen duidelijk te onderstrepen dat wij ons verzetten tegen deze «privatisering». De telecommunicatie is een te belangrijk gegeven in de samenleving en zal nog aan belang winnen. Daarom moet een democratisch te controleren openbaar bedrijf ervoor instaan. Alleen op deze manier kan de gemeenschap vat hebben op wat er gebeurt. Bovendien heeft de overheid via dit monopolie een belangrijke hefboom in handen voor een industrieel beleid, via de investeringen, en krijgt zij inzicht in de nieuwste technologieën.

Wij pleiten niet voor een versoepeling maar voor het opnieuw definiëren van het RTT-monopolie in het licht van de nieuwe telecommunicatietechnieken en gepaard gaande met de nodige duidelijkheid. In deze visie moet de RTT de mogelijkheid gegeven worden om te opereren als een modern bedrijf en dit impliceert dat de overheid zijn financiële verantwoordelijkheid ter zake neemt.

Ons verwijt naar de twee beleidsverantwoordelijken is dat zij bewust of onbewust door hun lakse houding, de RTT in de armen drijft van privé-financieringsmaatschappijen.

Ik heb het nog altijd over de kapitalisatie.

Deze weigering van de overheid om een inspanning te doen inzake de financiële structuur van de RTT zal ongetwijfeld ook invloed hebben op het personeelsbeleid.

Wij vrezen inderdaad dat door deze politiek van niet-uitgaven en niet-investeren nog meer inspanningen van het personeel zullen worden gevraagd.

De vermindering van de tewerkstelling is reeds begonnen. Wij zijn verwijderd van het organisch kader van 33 143 eenheden zoals we ook verwijderd zijn van de belofte die de staatssecretaris deed begin 1983 om het personeelsbestand tot eind 1985 te stabiliseren op 30 000 budgettaire eenheden.

We zitten nu op ongeveer 28 000 statutaire personeelsleden. De vraag is hoever men met deze afslanking kan gaan zonder ook hier de goede werking van de dienst in het gedrang te brengen en een ontreddering en demotivatie bij het personeel te veroorzaken, te meer daar er voor zover we weten tijdens de voorbije drie jaren ruim 1 000 personeelsleden afvloeiden die niet werden vervangen, waardoor ongeveer 900 miljoen werd bespaard.

Daarenboven werd op de personeelskosten, dus ook op wedden en vergoedingen, pensioen, kinderbijslag en andere solidariteitsbijdragen, flink gesnoeid: als we goed kunnen rekenen, op basis van de beschikbare gegevens, bijna 4 miljard over diezelfde ambtsperiode van de regering-Martens V. Dit betekent ruim 130 000 frank per personeelslid.

In dit verband vraag ik dus aan beide beleidvoerders welke personeel-politiek ze in 1985, voor zover ze daartoe nog de kans krijgen, nog willen voeren, gelet op de cijfers vervat in de synthesesetabel in de bijlage van de begroting. Met andere woorden, zullen er enkel ambtenaren van niveau 1 worden aangeworven? Zullen er aanwervingen in niveau 2 plaatshebben? *Quid* met de ambtenaren van niveau 2 en 3? Gaat het om een vermindering door natuurlijke afvloeiing? Blijven er nog interne promoties mogelijk en in welke mate?

In dit debat passen ook een aantal opmerkingen in verband met het koninklijk besluit nr. 237 houdende de sanering van de RTT. Dit volmachtbesluit bleef tot nu toe, althans gedeeltelijk, zonder gevolg.

Dit is misbruik maken van de bijzondere-machtenwet: meer dan één jaar na het besluit is het saneringsplan nog niet goedgekeurd.

Waar zit dan de hoogdringendheid? Waarom heeft men niet de normale weg gevolgd, maar heeft men de RTT-verantwoordelijken ertoe verplicht in enkele weken tijd een rationalisatie- en saneringsplan uit te werken, dat blijkbaar uiteindelijk in de lade is blijven zitten?

Is deze vertraging te wijten aan het feit dat het door de RTT voorgestelde plan de voogdijoverheid niet beviel en heeft men tijd nodig om het voorgestelde plan te herwerken?

Graag meer uitleg over deze onaantvaardbare inmenging van de voogdijoverheid in het beleid van de RTT.

Tot slot wil ik nog enkele opmerkingen maken over het telecommutatietraject dat ongetwijfeld een belangrijk gegeven zal worden in het begrotingsjaar 1985 en wellicht ook invloed zal hebben op het regeringsbeleid. U kent onze zienswijze ter zake. Onze collega heeft daarover reeds gesproken in de Kamer. De meeste partijen hebben daarover trouwens verklaringen afgelegd.

Het lijkt mij nuttig eraan te herinneren dat wij de mening zijn toegedaan dat de beoordeling vooral op bedrijfseconomische gronden moet rusten en dat wij niet zonder meer de verlenging van de huidige contracten, die de gemeenschap trouwens veel geld hebben gekost, voorstellen. Men moet daarentegen in de eerste plaats de belangen van de Regie en de dienstverlening aan de bevolking op het oog hebben.

De heer Kevers, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Daaruit volgt dat wij ons moeten beperken tot twee systemen en dat niet te veel leveranciers mogen meedingen. Wij moeten ook trachten betere voorwaarden te bekomen en, wat de duurtijd betreft, zijn wij voorstander van een tussentijdse herziening om de tien jaar.

Wij zijn ook voorstander van een actualisering van het monopolie in het licht van de nieuwe technologieën waarover ik daarstraks reeds heb gesproken. Wij moeten de technologieakkoorden met de RTT zien in het licht van de uitstoting van arbeidskrachten vooral tengevolge van de «digitalisering». Wij wensen elke communautaire heibel te vermijden. Het telecommunicatieprotocol moet over verschillende disciplines heen het evenwicht verzekeren.

Wij moeten in ieder geval vermijden dat compensaties en evenwicht worden gezocht binnen een dossier, bijvoorbeeld binnen het commutatiedossier. Wij moeten dat ruimer zien en wij moeten ons tevens hoeden voor «privatisering» ter zake.

Wij willen u nogmaals vragen, mijnheer de minister, niet te opteren voor een versnelde vernieuwing inzake de «digitalisering». Laten wij ons houden aan de oorspronkelijk vooropgezette datum van het jaar 2005.

Mijnheer de Voorzitter, gelieve mij te verontschuldigen omdat ik vrij lang heb gesproken. Ik heb echter ook de problemen in verband met de Regie van Telefonie besproken wat aanvankelijk door een van mijn collega's zou worden gedaan.

Mijnheer de minister, mevrouw de staatssecretaris, tot zover onze bedenkingen bij de begrotingen van deze bij uitstek openbare diensten: de Regie van Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie.

Uit de besprekingen die plaatsvonden in de commissie, in de Kamer en vandaag in de Senaat, blijkt duidelijk dat de Vlaamse socialistische partij ter zake opteren voor een ander overheidsbeleid. Wij zullen dan ook deze begroting, de laatste die u hier komt verdedigen, niet goedkeuren. *(Applaus op de socialistische banken.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Robert Maes.

De heer R. Maes. — Mijnheer de Voorzitter, als gewoon parlements-lid, hoven dien niet behorend tot een partij die permanent of afwisselend aan het beleid deelneemt, heb ik reeds meermaals volgend scenario meegemaakt.

Pas na verloop van tijd, soms slechts na een paar jaren, kan men voldoende gegevens verzamelen om te bewijzen dat in een bepaald departement of in een ander staatsorgaan een slecht beleid wordt gevoerd of dat er bepaalde zaken mislopen. Wanneer men dan, eenmaal op de hoogte zijnde, deze slechte ontwikkeling of die wantoestanden aanklaagt, wordt men eerst nog een tijd tegengesproken of zegt men ten minste

dat men overdrijft. Uiteindelijk — maar ondertussen zijn er meestal verscheidene jaren verlopen en heeft men al met enkele ministers te maken gehad — komt de zoveelste bewindsman of bewindsvrouw, die inderdaad toegeeft dat het allemaal misliep waarbij het dan meteen klaar en duidelijk is dat de schuld voor het slecht beleid niet ligt bij degene die er nu mee opgezadeld zit, maar — zeker voor het grootste gedeelte — bij de voorgangers.

Sommige bewindvoerders zijn zo handig dat zij er zelfs in slagen op zo'n moment te doen vergeten dat degenen die voor het slecht beleid in de voorbije jaren verantwoordelijk waren, dikwijls tot hun eigen partij behoorden en dat het voorgaand beleid ook telkens door dezelfde partijen werd goedgekeurd.

De heer Seeuws is mij voor geweest, want ik wilde nu in dat verband dezelfde paragraaf voorlezen, die voorkomt op bladzijde 9 van het commissieverslag van de Kamer en die ook door hem geciteerd werd. U heeft, mevrouw de staatssecretaris, daarin een vernietigend oordeel geveld over het beleid dat in de voorbije jaren door de Regie van Posterijen werd gevoerd.

Op één punt verschil ik van mening met de heer Seeuws. Hij situeert het begin van het slechte beleid in 1981, terwijl dit volgens mij reeds vele jaren vroeger is begonnen.

De heer Luyten. — Mijnheer Seeuws moet objectief blijven.

De heer R. Maes. — Jaar na jaar hebben wij dit beleid aangeklaagd, zowel wat de eigenlijke postdiensten als wat het Bestuur der Postchecks betreft.

In het bijzonder hebben wij aangeklaagd het niet-commercieel beheer, de te ver doorgedreven politisering, het syndicaal opbod, het nefast computeriseringsbeleid bij de Postchecks en, niet te vergeten, de kleinere of grotere schandalen bij de RTT, de sociale dienst van de Post enzovoort.

U zal, overigens terecht, antwoorden dat er saneringsplannen werden opgesteld, onderzoeken uitgevoerd enzovoort.

Ik wil zelf graag toegeven dat er al inspanningen werden gedaan en hier en daar beperkte resultaten geboekt. Maar dit neemt niet weg dat de Post en de Postchecks nog steeds het vertrouwen van het publiek niet echt blijken teruggewonnen te hebben en dat men naast de Post een soort van privé-postactiviteiten heeft zien ontstaan die een bijzonder sterke bloei schijnen te kennen.

Ik zei het al, er is hier en daar verbetering; ik kan er zelf van meespreken, want nu krijg ik mijn briefwisseling toch al tussen 8 en 9 uur, daar waar dit gedurende jaren tussen 10 en 12 uur was, af en toe zelfs later, met alle nadelige gevolgen van dien.

Ik spreek niet zozeer over de parlementaire post, eerder over de handelsbriefwisseling. Ik gooi ook de steen niet naar de vele gewone postmannen die voor een eerder lage wedde dagelijks in alle omstandigheden op stap moeten gaan.

Ik heb het wel over degenen die in de voorbije jaren het beleid hebben gevoerd van de Post en de Postchecks, dit wil zeggen over investeringen, handelsprospectie en dergelijke hebben beslist.

Heel even wil ik nog het probleem van de post- en postcheckgebouwen aanraken.

Ondanks het feit dat de jongste jaren telkens tussen 600 en 800 miljoen per jaar aan investeringen op dit terrein werden besteed, laat de toestand nog heel wat te wensen over. Ik heb hier vroeger al eens gezegd dat het mijns inziens vanuit het departement van Openbare Werken mogelijk zou moeten worden gemaakt de Regie der Gebouwen ook eens een inspanning te laten doen voor de post- en postcheckgebouwen.

Voor nu de minister van Openbare Werken toch het voornemen schijnt te hebben een inspanning te doen, zelfs voor de ondergeschikte besturen, bijna op het randje af van zijn bevoegdheid, is misschien het ogenblik gekomen om te proberen ook voor de post- en postcheckgebouwen iets los te krijgen. Men zou het daarvoor nodige geld kunnen afnemen van de investeringen voor het Wegenfonds, nu de grootste posten voor de wegenaanleg toch achter de rug zouden moeten zijn.

Ik blijf bovendien ook de mening toegedaan dat men ten minste eens ernstig zou moeten onderzoeken of men, zoals ik reeds een achttal jaren geleden zei, de activiteiten van het Bestuur der Postchecks niet beter zou overhevelen naar de ASLK, die de jongste jaren sterk werd uitgebouwd. Er is mijns inziens een groot deel dubbel gebruik tussen deze beide feitelijke staatsorganen.

Mijn inleidende opmerkingen gelden zowel het beleid bij de RTT als dit bij de Post en Postchecks. Bij de RTT is niet het technisch beleid maar vooral het financieel beleid verkeerd gelopen. Ik heb mijn documentatie inzake de voorgaande begrotingen nog eens nagekeken en heb vastgesteld dat ik reeds op 5 juli 1979 bij de begrotingsbespreking van dat jaar, gewezen heb op de donkere wolken die zich aan de financiële hemel van de RTT aandienen.

De volgende jaren, onder andere in 1981 en 1982, heb ik deze waarschuwing herhaald en gewezen op de met sprongen stijgende interestlast, op het groot aandeel van de buitenlandse leningen in het leningenpakket.

Is het niet juist dat de eerste buitenlandse leningen in 1979 werden aangegaan en dat nu reeds een derde van de totale leningslast van grosso modo 170 miljard betrekking heeft op leningen die in het buitenland werden aangegaan?

Is het geen *wishful thinking* al maar door te spreken over de noodzaak van meer autofinanciering door de RTT terwijl men weet dat 1986 een bijzonder zwaar jaar zal zijn inzake de leningsaflossingen die dat jaar, indien ik goed ben ingelicht, wel tot 30 miljard zullen oplopen, terwijl deze dit jaar slechts zowat 13 miljard bedragen?

Is het niet zo dat alleen al de interesten, zowat 9 miljard in 1981, zijn opgelopen tot circa 18 miljard in 1985, met andere woorden op vijf jaar tijd verdubbeld zijn?

De minister heeft blijkbaar in de Kamercommissie gezegd dat de enige goede oplossing uiteindelijk een nieuwe kapitaalbreng door de Staat zal blijken te zijn. Herhaaldelijk werd ook gesproken over leasing.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Over alternatieve financieringsmethoden. (*Samenspraken op verschillende banken.*)

Ne faut-il pas, comme vous dites, chercher l'argent où il est?

De heer R. Maes. — Enerzijds stel ik vast dat, waar de Staat inderdaad de twee voorbije jaren respectievelijk bijna 2 en 4 miljard bijpaste voor de investeringen, er voor 1985 geen nieuwe inbreng is ingeschreven; anderzijds, vraag ik mij af of dergelijke inbreng wel de echte oplossing betekent.

Men kan natuurlijk ervan uitgaan dat de Staat, zoals dat bijvoorbeeld, bij Sabena reeds is gebeurd en ook voor de investeringen bij de RTT, nog maar eens een aantal miljarden kapitaal zou moeten inbrengen bij de Posterijen, bij de RTT, en ook nog wat meer bij de NMBS. Maar dit betekent tenslotte alleen maar een verschuiving van de schulden, want het geld dat de Staat zou moeten inbrengen is ook geleend geld. Alleen kan men ervan uitgaan dat niemand er nog wakker van zou liggen wanneer de algemene staatsschuld van 4 500 miljard door al deze inbrengen bijvoorbeeld nog met 50 miljard zou stijgen.

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, om mijn algemeen commentaar af te te ronden wil ik even bijzonder uw aandacht vragen voor het volgende.

Wij weten natuurlijk allen dat de politisering van de overheidsadministratie bij alle instellingen en op alle vlakken een feit is en dat de gevolgen daarvan, zonder te overdrijven, niet altijd gelukkig kunnen worden genoemd. Zelden echter wordt deze politisering, zoals dat in ons modern jargon heet, zo open en bloot naar voren gebracht. Maar voor een keer gebeurde dat blijkbaar wel tijdens de bespreking in de commissie van de Kamer. Op bladzijde 61 van het verslag van de commissie vinden we dan ook een zeer leerrijke tabel waaruit blijkt dat tussen 1974 en november 1984 bij de RTT 181 politieke benoemingen hebben plaatsgevonden. Daarbij zijn alle partijen, of bijna alle partijen, aan bod gekomen. Dat was het meest het geval voor de CVP-PSC met 99 benoemingen. Maar ook de PVV-PRL en de SP-PS slaan geen slecht figuur met respectievelijk 32 en 40 benoemingen.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer Maes, we kunnen de tabel nog mooier maken. We kunnen de cijfers geven voor de vijftien jaren die eraan voorafgaan. En dan verandert de kleur.

De heer Luyten. — Hoeveel zijn er van de Volksunie bij?

De heer R. Maes. — Mevrouw de staatssecretaris, u zou mij veel genoeg doen door me bij de volgende bespreking inderdaad die tabel te verstrekken.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer Maes, wij zijn hier voor de laatste maal.

De heer R. Maes. — Ik zal nog even verder gaan, want het beste moet nog komen.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Zelfs het RW kreeg vier benoemingen en het op het ogenblik bijna niet meer bestaande FDF, zes.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Dat is toch een partij die met u in de regering zitting had. Het was toch een valabele partij.

De heer R. Maes. — Mevrouw de staatssecretaris, ik ben u dankbaar voor deze opmerking.

Wij hebben hier tientallen keren moeten horen dat wij in de loop van de voorbije jaren ook eens in een regering waren vertegenwoordigd. Dat is juist. Wij hebben er luttele achttien maanden deel van uitgemaakt. Ik zou eens een tabel van benoemingen willen zien waaruit moet blijken wat wij in die achttien maanden hebben gedaan.

Uit de tabel die ik zoëven heb aangehaald kan alleen maar worden vastgesteld dat geen politieke benoemingen bij de RTT voor de Volksunie werden gedaan. Dat was evenmin het geval bij de beheersorganen van het Gemeentekrediet, bij het bestuur van de NMBS of bij de Buurtspoorwegen, bij de Nationale Bank enzovoort.

Doe mij eens een genoegen om al die benoemingen en aanstellingen open en bloot te publiceren. Dan kan worden nagegaan wat wij gedurende die achttien maanden regeringsdeelname zouden hebben misdaan.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer Maes, is het juist dat ik bij u een ondertoon van droefenis hoor?

De heer R. Maes. — Mijnheer de minister, ik stel u voor dat u mij verder mijn tekst zou laten gebruiken want daarin staat mijn antwoord op uw opmerking reeds vooraf geschreven.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Vaak moet men de fout zoeken bij zichzelf en niet bij derden.

De heer R. Maes. — Ik lees dus verder.

Alleen de Volksunie ontbreekt in de opgave. Ik voeg daar onmiddellijk aan toe dat wij daar niet eens boos om zijn. Wij willen echter wel dat de publieke opinie weet heeft van al die benoemingen, zodat zij een objectief oordeel kan vellen wanneer er, eens te meer, over depolitiserings zal worden gesproken tijdens de volgende verkiezingscampagne. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)* Dat is belangrijk.

De heer De Bondt. — Mijnheer Maes, u zijt te intelligent om te geloven wat u hier zegt.

De heer R. Maes. — Neen, mijnheer De Bondt, ik ben overtuigd van wat ik hier zeg.

De heer De Bondt. — U verwijst naar bladzijde 61 van het verslag, waar wordt gesproken van «partijpolitieke aanhorigheid van zekere leden van de RTT» die een benoeming hebben bekomen. Niet de minister, maar een lid van de commissie heeft die lijst opgesteld. Hetzelfde wordt gezegd op bladzijde 110 van het verslag. Zeg ons eens wie dat lid is.

De heer R. Maes. — Mijnheer de voorzitter van de commissie voor de Infrastructuur, die tabel werd en wordt ook nu niet tegengesproken. Volgens het verslag betwist niemand de juistheid ervan.

De heer De Bondt. — Die tabel kan niet worden tegengesproken, omdat de bron niet bekend is, en derhalve de inlichting waardeloos is.

De heer R. Maes. — De minister kan dat wel, mocht de tabel niet juist zijn, maar, geloof mij vrij, alle gegevens zijn juist. Zowel u als ikzelf kennen toch de toestand in allerlei organismen en weten toch dat de gegevens exact zijn.

De heer De Bondt. — Wat geen waarheid bevat, kan niet worden tegengesproken.

De Voorzitter. — Gelieve de spreker niet meer te onderbreken.

De heer R. Maes. — Mijnheer de minister, ik wens nog een paar begrotingstechnische vragen te stellen. Dat zal allicht wat minder deining in de vergadering veroorzaken.

In de Kamer werd gezegd dat de schuld van Zaïre op het ogenblik een dik miljard bedraagt, waarbij nog eens bijna een half miljard aan interesten moet geteld worden.

Tijdens de bespreking van de begroting 1983 werd de genoemde schuld al op 895 miljoen bepaald, zonder interesten. Er werd een afbetaling in schijven in het vooruitzicht gesteld en er werd zelfs meegedeeld dat er reeds 195 miljoen was afbetaald. Het grootste gedeelte daarvan werd betaald in 1982. Werden deze afbetalingen inmiddels gestaakt?

Een tweede vraag betreft de aanzienlijke stijging van de door de RTT aan de Rijkssociale Zekerheid te betalen werkgeversbijdrage die van 728 miljoen in 1984 steeg naar 1,4 miljard. Is daar wellicht een stuk van de overdracht van de loonmatiging inbegrepen?

Nog bij de personeelsuitgaven bij de RTT stelde ik vast dat niet minder dan 21 miljoen wordt uitbetaald voor medewerking aan examencommissies. Ook hierover kreeg ik graag een woordje uitleg.

Ik wil verder nog even opmerken dat in de uitvoering van het investeringsprogramma van de Post blijkbaar nogal wat vertraging is ontstaan want wat de programma's 1983 en vorige betreft, zal er zelfs einde 1985 nog bijna 850 miljoen te vereffenen vallen. Dat is dus na drie jaar.

Tenslotte wil ik in het kort — er werd reeds heel wat over gezegd —, nog even spreken over het contract van de eeuw.

In het regeerakkoord van 16 december 1981 werd destijds vastgelegd dat men voor grote staatsbestellingen een beroep zou doen op de reeds bestaande industriële infrastructuur in ons land, liever dan de oprichting van nieuwe industrieën in de hand te werken.

Het is overduidelijk dat deze passus in het regeerakkoord werd opgenomen met het oog op de bestelling van de tweede schijf F-16-vliegtuigen. Maar wat in het ene geval een goed voornemen moest blijken, moet ook in het andere geval maar juist blijven. Met andere woorden wat de komende RTT-investeringen voor de «digitalisering» betreft, moeten de in die sector bestaande bedrijven — voor zover zij zelf aanvaardbare offertes doen — beslist de voorrang krijgen.

Andere sprekers, zoals de heer Eicher daarstraks, bij dit en ook al bij vorige debatten, zowel in de Kamer als in deze vergadering, waren blijkbaar een andere mening toegedaan.

Om te besluiten moet mij in dat verband daarom nog het volgende van het hart. De Volksunie is een Vlaams-nationalistische partij dat wil zeggen, een partij die in de eerste plaats de belangen van haar eigen gemeenschap, namelijk het Vlaamse volk, verdedigt. Wij hebben dit nooit onder stoelen of banken gestoken. Hoewel wij afdoende blijk hebben gegeven van onze belangstelling voor allerlei problemen die zich overal in de wereld voordoen en bepaalde collega's, zoals de heer Luyten, soms met passie, hier en elders, zijn opgekomen voor de gerechtvaardigde belangen van andere volkeren, heeft men ons de hele tijd van bekrompenheid en egoïsme beschuldigd, omdat wij rekening hielden met het aloude gezegde dat het hemd nader is dan de rok.

Er was een tijd dat er in dit land blijkbaar alleen Belgen woonden. Zolang de Zuidbelgen of de Centrumbelgen het hier voor het zeggen hadden en het beste hun brood verdienden, deden er zich blijkbaar geen problemen voor. Alleen wanneer de Noordbelgen hun achterstand ophaalden en zelfs — in de eerste plaats door hun eigen inspanningen — enige voorsprong dreigden te behalen, veranderde alles.

Nu bestaan er niet alleen Vlaams-nationalisten, maar blijkbaar ook Waalse en zelfs Brusselse, hoewel er niet eens een Brusselse natie bestaat.

Voor iedere benoeming, voor iedere bestelling, groot of klein, voor vliegtuigen, jeeps of zelfs voor de constructie van een belangrijke brug wordt strijd geleverd en worden er compensaties geëist. Wat men ons jarenlang verweten heeft, doet nu iedere andere partij. Alleen met minder reden, minder rechtvaardiging en minder gelijk dan de Volksunie. Ook

dit wou ik ter gelegenheid van het touwtrekken in verband met het zogeheten contract van de eeuw nog eens beklemtonen.

Voor het overige zullen wij de onderhavige begroting, meer om het verleden dan om het heden, niet goedkeuren. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — Le parole est à M. Belot.

M. Belot. — Monsieur le Président, plusieurs collègues sont intervenus, et interviendront sans doute encore, à propos de problèmes importants que connaît la RTT, confrontée à un plan d'assainissement ainsi qu'à des choix dans le domaine des fournitures et des marchés publics qui devraient assurer des chances équivalentes de développement aux régions, et non pas organiser leur croissance à deux vitesses, comme le souhaitent d'aucuns.

Bien que je partage les interrogations et les appréhensions émises à propos des moyens envisagés pour rencontrer ces difficultés, je voudrais m'attacher plus particulièrement, aujourd'hui, à quelques autres situations qui ne me paraissent pas moins préoccupantes à la Régie des Postes soumise, elle aussi, à un plan d'assainissement.

Face à la baisse depuis les dernières années de la « poste aux lettres », on semble avoir soudain redécouvert les vertus de la « commercialisation », pourtant régulièrement prônée, mais en vain, par les cadres postaux.

Je me réjouis donc que, nécessité aidant, les moyens financiers et structurels jusque-là réputés inaccessibles ou inopportuns aient pu enfin être trouvés.

Mais pour réaliser quoi et comment ?

J'ai pu lire récemment, à l'occasion de la discussion de ce budget à la Chambre, qu'il s'agissait de conduire une politique commerciale agressive.

Sur deux plans au moins, je souscris à cette qualification percutante, mais pas pour les mêmes raisons sans doute que les thuriféraires qui l'utilisèrent.

Il y a, tout d'abord, le recours fréquent aux média écrits, parlés ou télévisuels, en vue de faire connaître les initiatives nouvelles et les produits nouveaux de la poste. Je concède volontiers que c'est là l'un des prix à payer pour parvenir à l'amélioration de l'image de marque d'une nouvelle poste; mais ce souci ne sera pas moins sûrement et plus durablement servi par la connaissance des résultats concrets qu'on a dû engranger à la suite des efforts demandés et des dépenses publicitaires, d'équipements, de fournitures, de personnel etc., qui ont été et sont exposées.

Je n'ignore pas que le ministre a dit que ces initiatives ont rencontré un vif succès, mais je souhaiterais qu'en un langage plus proche d'un service maniant le marketing avec virtuosité, le bilan de l'opération nous soit rapporté ici en chiffres précis et nets, toutes dépenses engagées d'une part, toutes recettes postogram, taxiport, bureaufax, postpac, enregistrées, d'autre part.

En attendant, ou plutôt sans attendre, chacun pourrait déjà créditer les responsables politiques du département d'un bon rapport personnel « image de marque ».

Le second plan — à propos duquel il me faut aussi constater un caractère agressif — est celui qui touche le personnel.

Si personne ne conteste qu'une campagne d'information, pratique et honnête, est un des gages du succès d'une activité nouvelle, personne ne mettra non plus en doute qu'un autre gage, et pas le moindre non plus, est de pouvoir compter sur un personnel motivé, intéressé, enthousiaste et œuvrant dans un climat de confiance et de sérénité.

Certes, les appels, les exhortations, les ordres du jour ne paraissent pas lui avoir manqué dans cette direction.

Mais dans le même temps, le service commercial créé — et qui est déjà en passe de devenir une direction générale tant est grande sa propre ambition — s'est entouré de barrières qui n'ont d'autre but que de le réserver à des élus et de le soustraire ainsi, non seulement aux règles statutaires d'attribution des emplois, mais aussi de décourager par avance les bonnes volontés sans étiquettes qu'on cherche à susciter par ailleurs.

Que peut-il, dès lors, rester de ces artifices et appels du pied à la productivité et à la conscience professionnelle lorsqu'il ne se passe plus de jours sans que le personnel ne se trouve atteint dans sa confiance, dans ses droits, dans ses intérêts, dans son devenir ?

Je vous ai interrogé, dès le mois d'août 1984, à propos de décisions surprenantes et de nominations de fonctionnaires qui ne l'étaient pas moins.

Puis-je espérer que vous voudrez bien enfin m'apporter à cette tribune une réponse à mes questions n^{os} 188 et 5, et cela d'autant plus que les mêmes faits ont donné lieu à des remarques du comité de surveillance de la régie ?

Je pourrais ajouter à ce rappel que le procédé semble avoir fait école puisque plus d'une centaine de réclamations viennent d'être adressées au conseil de direction de la poste pour des faits de la même veine.

Que se passe-t-il donc ? Est-il bien opportun de brûler des crédits pour la réalisation de spots, flashes et autres clips alors qu'on sape la confiance des fonctionnaires, qu'on aigrit le personnel, qu'on déstabilise l'entreprise ?

Vous lisez certainement avec le même intérêt que moi le bulletin d'information intitulé *La lettre de la fonction publique* et qui est le credo de votre collègue, M. le Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Dans le numéro six, il rompt, entre autres, bien plus qu'une lance en faveur de la dépolitisation des nominations de fonctionnaires, campagne que vous revendiquez aussi, le cas échéant. Est-ce alors le fait du hasard providentiel si, aux PTT, les nominations laissées à la discrétion de l'autorité ministérielle concernent, depuis la législature actuelle, 33 CVP/PSC, 17 PVV/PRL et, tout récemment, 2 SP/PS ?

Dans sa déclaration à la Chambre le 26 février, M. Nothomb réaffirmait encore qu'en ce qui concerne la dépolitisation de la Fonction publique, cet objet a été poursuivi par une limitation de plus en plus grande des engagements non statutaires et l'application — ajoutait-il — d'une nouvelle réglementation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Lorsqu'on sait l'application qui est faite à la Poste de l'esprit de réforme voulu par l'arrêté royal du 8 août 1983, et par les idées-forces exposées dans le rapport au Roi, il y a lieu de croire que leur lecture y a été faite dans une optique bien différente de celle de leurs auteurs. Dans ce domaine aussi, tous les terrains sont bons pour mener une politique de nominations et de désignations à deux vitesses.

Quant aux effectifs statutaires, chômeurs et stagiaires, que vous évaluez à plus de 3 600 unités potentielles, ont-ils atteint les objectifs assignés en ce qui touche l'apurement du reliquat des congés-repos ? S'il faut en croire les échos qui nous parviennent des différents coins du pays, un solde supplémentaire risque bien, au contraire, de devoir s'y ajouter en fin d'année; dans de nombreuses régions, l'octroi des congés de vacances aux postiers est, en effet, déjà extrêmement limité, parfois à une semaine. Doit-on s'en étonner lorsqu'on sait que la politique d'austérité qui s'attaque en premier lieu aux effectifs, a pour conséquence de les laminer par le non-remplacement des départs naturels et le recours forcé, sinon forcé, aux prestations réduites, aux congés sans solde, etc. ?

Bien sûr, je ne méconnais pas l'intérêt de certaines situations sociales ou familiales qui peuvent être ainsi rencontrées, mais quantité d'autres agents — aussi dignes de votre sollicitude mais qui ne disposent pas de revenus suffisants pour les écorner encore de cette façon — ne peuvent bénéficier de ces mesures; au surplus, une menace pèse sur l'octroi même de leurs congés annuels. Quelles mesures allez-vous prendre en faveur de ce personnel qui se tient de façon permanente à la disposition de son employeur ?

Vous avez publié, comme bulletin de victoire, le boni de 200 millions réalisé dans le cadre du budget 1983. Lorsqu'on sait que l'enveloppe budgétaire pour les crédits de personnel a été calculée pour permettre, en 1985, un effectif budgétaire moyen de 48 536 unités pour un cadre prévu de 51 063, lorsque l'on constate qu'au 31 décembre 1984 cet effectif est déjà descendu à 47 331, lorsqu'on doit bien admettre que le recrutement de 900 unités — d'ailleurs peu généreux pour les régions — ne pourra être exécuté que progressivement et sans doute pas entièrement en 1985, alors il n'est pas besoin d'être grand clerc pour être sûr que vous pourrez à nouveau vous décerner un satisfecit pour cette politique dite commerciale et agressive et qui n'est qu'un apport supplémentaire au chômage !

Ce qui est pour vous un chant victorieux est pour l'entreprise postale, son personnel et les candidats à un emploi, un requiem et non un Te Deum.

M. De Croo, ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — C'est presque un hosanna !

M. Belot. — Puisque j'en suis aux réductions budgétaires et de personnel — ce qui est pour vous la même chose — je ne puis pas ne pas dire un mot de Team-Consult.

La saison est propice à la floraison de ces études d'audits étrangers. Étrange pourtant l'engagement de cette société qui a été chargée contractuellement de l'examen de l'implantation d'un nouveau centre de tri à Anvers X, et qui s'est finalement vu confier, puis renouveler, grâce à un contrat «cheval de Troie», une étude, des voyages et des investigations tous azimuts.

Vous nous dites pudiquement qu'un premier rapport de ce consultant a permis de mettre en lumière bien des failles dans l'organisation postale actuelle. Pareille introduction justifie évidemment le coup de bistouri de 11 000 agents en cinq ans.

Pourtant, admettre que, dans certains secteurs postaux, tout n'était pas pour le mieux dans le meilleur des mondes est une conclusion qui n'a pu étonner que ceux qui ne connaissent pas la Poste, c'est-à-dire certainement pas les fonctionnaires qui ont dénoncé ses insuffisances et qui ont lutté durant des années afin qu'on leur donne les moyens d'y remédier. Malheureusement nul n'est prophète en son pays et surtout leur aura ne pouvait se mesurer à l'aune du coût doré des team-conseils fournis et à la compensation des «dégraissages» de personnel, dégraissages déposés dans la corbeille des commanditaires qui n'ont en vue que l'équarissage des services publics.

Je pourrais encore parler des problèmes d'hébergement du personnel qui vont souvent de pair avec sa sécurité et sa capacité concurrentielle; je pourrais vous interroger à propos de bien d'autres agissements et de contradictions entre des déclarations lénifiantes et la réalité journalière de mille petits faits qui les démentent.

Toutes ces atteintes aux règles de justice, aux droits des agents, à la confiance qu'ils avaient mise au service de la poste, tout cela a fini par développer le doute à tous les niveaux de l'institution. Pour en arriver là, il aura fallu une politique de personnel persévérante dans l'agressivité.

Comment, dans ces conditions, espérer une participation enthousiaste, une adhésion sereine aux efforts demandés, aux slogans lancés pour une relance commerciale? Comment, dans un pareil climat, intéresser sérieusement le personnel postal?

Manifestement, les postiers n'ont plus confiance dans votre politique; nous la refuserons aussi! (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, u weet met welk genoegen ik steeds inga op uw verzoek om hier het woord te nemen. Zo mogelijk ben ik vandaag nog beter gestemd dan dit op andere dagen het geval placht te zijn. Het is immers meer dan twintig jaar geleden in de Belgische parlementaire geschiedenis dat vier opeenvolgende jaren een begroting van PTT wordt besproken uitgaande van dezelfde twee departementshoofden, die ruim drie jaar onafgebroken in dezelfde regering zitten.

Dit moet toch worden onderstreept. De discontinuïteit van de parlementaire democratie in de uitwisseling van gedachten tussen het Parlement en de regering was immers één van de zwakheden uit het verleden en daartegenover staat dat de standvastigheid een verdienste uitmaakt van de huidige regering. De minister en de staatssecretaris, die voor de PTT verantwoordelijk zijn, vormen een bijzonder tweespan, symmetrisch samengesteld en complementair functionerend. Zij zijn erin geslaagd Kamer en Senaat gedurende drie jaar te boeien en houden vandaag weer opnieuw onze aandacht gaande.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie et Telefonie. — In een tweespan is er altijd een paard links en een paard rechts, maar dicht bij elkaar.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, er is hier op de tribune tijdens de bespreking van deze begroting reeds heel wat in het midden gebracht dat de moeite waard is. Het is natuurlijk mijn taak niet hierop te repliceren. Vermits de Kamer de zorg heeft genomen om de begroting van PTT nader te bekijken en vermits deze begroting niet in de Senaatscommissie is behandeld, vind ik dat wij hier de gelegenheid van deze bespreking moeten aangrijpen om in algemene termen sommige belangrijke gezichtspunten van de te voeren politiek even onder de loupe te nemen.

Ik zal u zeggen op welke wijze ik mijn uiteenzetting heb voorbereid, want dan zult u meteen de sleutelwoorden begrijpen. Ik heb mij de moeite

gemaakt de begroting van de Posterijen of van de Telecommunicatie van het koninkrijk der Nederlanden en die van de Franse Republiek voor het lopende jaar te bekijken, evenals het verslag van het jongste werkingsjaar van de PTT van het koninkrijk der Nederlanden en van de Franse Republiek. Ik heb getracht deze documenten te vergelijken met onze begroting en met de verslagen, van de RTT en de Posterijen, voor zover zij in ons bezit zijn. Ik heb hieruit geen definitieve conclusies getrokken.

De vergelijking met Nederland, Frankrijk en Zwitserland, maar dit is een apart geval, is zeer moeilijk, omdat onze twee publieke ondernemingen, namelijk de RTT en de Posterijen, in die landen onder één enkel hoedje zitten. Er werd vandaag trouwens reeds gezegd dat er moet worden nagegaan of er ook in België geen coördinatie moet zijn tussen deze twee ondernemingen. De minister en de staatssecretaris zijn hier eveneens mee begaan.

Ik ben niet de man die fusies propageert. Wanneer men een rotte appel bij een goede legt, is het niet zo zeker dat die rotte appel goed wordt. Het is niettemin belangrijk aan deze coördinatie te denken. Ik wil daar evenwel vandaag niet op ingaan.

Ik wil in verband met deze begroting drie dingen zeggen. Eerst wil ik een beschouwing geven over de positie van de publieke ondernemingen en daarbij een opmerking maken over de noodzakelijkheid van een eigen kapitaal. Ten tweede, wil ik het hebben over het probleem van de tarievenpolitiek en tenslotte wil ik eindigen met een kleine opmerking over het zogenaamde contract van de eeuw.

Het is mijn persoonlijke opvatting dat publieke ondernemingen omwille van het technisch karakter van de diensten die zij verlenen gescheiden georganiseerd moeten worden van de eigenlijke overheidsadministratie en principieel geen behoefte hebben aan kapitaal. Hoe kom ik tot die uitspraak? De overheidsadministratie is groepen tot het verlenen van diensten aan de burgers en heeft geen behoefte aan kapitaal. Zij put die opdracht tot het verlenen van deze diensten uit de wettelijke norm en in de uitwerking die daaraan wordt gegeven door de uitvoerende macht.

Dat wil niet zeggen dat ik niet zou kunnen accepteren dat omwille van het bedrijfseconomisch karakter van de diensten die zij aan het publiek moeten verlenen en om hun taak naar behoren te vervullen — zij bewegen zich overigens binnen de ruimte die ook door ondernemingen van privaatrecht wordt opgevuld —, deze publieke ondernemingen toch een eigen kapitaal zouden bezitten. Wanneer publieke ondernemingen optreden — en dat moet worden onderstreept — voor het verlenen van diensten die wegens hun aard of karakter door de staatsadministratie zelf zouden kunnen worden verleend, worden zij omwille van de techniciëit en het bedrijfseconomisch karakter van deze diensten van de rijksadministratie afgesplitst. Men neemt dan van deze diensten aan dat zij een monopolie hanteren ofwel dat zij zich bewegen op een terrein dat buiten de concurrentie sector ligt. Deze twee karakteristieken kunnen gelijktijdig of afzonderlijk aanwezig zijn.

In de ruimte waarin wij ons bevinden en die wordt opgevuld door het overheidsoptreden via publieke ondernemingen is het niet altijd gemakkelijk na te gaan of wat door de publieke onderneming wordt gepresteerd, zich al dan niet in de concurrentie sector of in de niet-concurrentie sector afspeelt. Meestal is er een vermenging van beide, niet noodzakelijk vanuit het concept van de publieke onderneming, maar factueel vanuit de werkelijkheid. Vandaar dat men in sommige gevallen kan pleiten voor een kapitalisatie van de publieke onderneming.

Ik meen dat de RTT, die een gezonde onderneming is, niettegenstaande de handicaps van de enorme schuldenlast waarop ook de heer Seeuws heeft gewezen, een grote toekomst heeft en het trekpaard kan zijn van de publieke ondernemingen.

Daarom kan het aangewezen zijn de RTT die noodzakelijkerwijs ook in de concurrentie sector actief moet zijn, opnieuw te kapitaliseren. Het spijt mij, mevrouw de staatssecretaris, mijnheer de minister, dat u er niet in geslaagd bent uw collega's in de Ministerraad ervan te overtuigen, het contract dat u met de RTT had aangegaan via het saneringsplan, op dat punt, na te leven.

Het is typisch aan een contract dat er twee partijen zijn, die alle twee het onderschreven contract moeten naleven.

U hebt nagelaten in de begroting 1985 die 5 miljard ter tafel te brengen. Dat is een handicap voor de RTT. De Regie heeft daar noodgedwongen een mouw aan gepast, niet ten nadele van de Staat, want die was niet bereid om vijf miljard te geven, maar wel ten nadele van de privé-ondernemingen die de normale leveranciers zijn van de RTT, inzonderheid van investeringsgoederen. Het normale tempo van jaarlijkse investe-

ringen is met 5 miljard verminderd aangezien daarvoor geen herkapitalisatie mogelijk was.

Dit heeft tot gevolg dat de overheidsbestellingen, via de RTT, in 1985 bij een aantal spitsbedrijven in België lager liggen dan verwacht, ten bedrage van 3 à 3,5 miljard.

Mijnheer de minister, u hebt te weinig overtuigingskracht gehad binnen de regering. U moet zich hier niet verdedigen. Ik steek geen beschuldigende vinger op. Ik maak alleen een associatie tussen u en het Parlement en ik reken erop dat die kapitalisatie de eerstkomende jaren doorgang kan vinden.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Men moet natuurlijk een onderscheid maken, zij het een subtiel onderscheid, tussen de aanbrengh van vers geld enerzijds, in de vorm van een kapitaalsverhoging en anderzijds, in de vorm van subsidiëring.

Dit vormt evenwel een aanzienlijk verschil inzake de voorwaarden die de regering kan stellen en de banden die worden geschapen.

De heer De Bondt. — Ik spreek hier niet over modaliteiten, mijnheer de minister, Wij zijn hier niet in de commissie.

Ik heb het alleen over een nuchter feit, dat verstaanbaar is. De intentie bestond dat de regering gedurende vijf jaar 5 miljard zou inbrengen. Dat zou de autofinanciering van de RTT hebben kunnen rechttrekken en er een gezonde onderneming van maken.

Ik hoop dat wij tijdens de volgende jaren met mensen zoals u zullen worden geconfronteerd en dat het contract tijdens de volgende begrotingen zal worden nageleefd. Dat is essentieel om een onderneming als de RTT, die gezond is, nog gezonder te maken en nieuwe taken toe te vertrouwen.

In de RTT en in de Posterijen werken 80 000 mensen. Dat laat mij niet onverschillig. Mijn objectief is niet dat aantal personeelsleden tot 40 000 terug te brengen.

Mijn objectief is die beide ondernemingen florissant te maken en het marktaandeel van diensten die zij leveren voor de samenleving nog te verruimen, de produktiviteit op te voeren en de mensen zo in te zetten dat een bedrijfsresultaat kan worden bereikt dat tot resultaat heeft dat geen bijdrage uit de nationale begroting meer nodig blijkt.

In dit Parlement maakt men zich druk, niet ten onrechte, wanneer in Limburg het bedrijf Blue Bells verdwijnt, of in Sint-Niklaas Alumico.

Daar moeten wij aandacht voor hebben, maar ik ben duizendmaal meer bezorgd om de werkgelegenheid in de publieke ondernemingen.

Het is mijn objectief de dienstverlening van deze ondernemingen ten voordele van de gemeenschap te bevorderen. In het licht hiervan moeten alle factoren convergeren.

Zo kom ik bij het probleem van het tariefbeleid. Met betrekking tot publieke ondernemingen wordt voor het prijsbeleid een ander woord gebruikt, tariefbeleid. Dat soort van ondernemingen is meestal gevat in een wettelijk kader waardoor de prijzen niet uitsluitend kunnen worden bepaald binnen de onderneming die de diensten verleent aan het publiek. Er is toelating van de hogere overheid voor nodig. Daarom heeft men het niet over prijzen van publieke ondernemingen maar over tarieven.

Hier bestaan beperkingen. Wij moeten hier de theorie van de bepaling van de tarieven van de publieke ondernemingen durven te bestuderen.

Mijn stelling is dat, indien de overheid om redenen andere dan de taak opgelegd aan de publieke ondernemingen, die publieke ondernemingen ertoe verplicht hun diensten te verlenen tegen prijzen die niet de prijzen zijn die, indien een prijsbeleid door deze ondernemingen zou kunnen worden gevoerd daarbij ook rekening houdend met het commercieel aspect, dit niet ten laste moet komen van de begroting waaronder de publieke ondernemingen ressorteren maar ten laste van de doelstelling die men met deze tegemoetkoming nastreeft.

Ik verklaar mij nader. Wanneer men aan mensen die het respect van het vaderland genieten een bepaalde vermindering verleent, bijvoorbeeld op de tarieven van het openbaar vervoer, en die verplichting oplegt aan de openbare vervoermaatschappijen, dan zou het ministerie dat dit voorrecht verleent aan de vaderlandslievende verenigingen, de kosten daarvoor op zijn begroting moeten inschrijven. Aldus zouden de publieke ondernemingen een meer agressieve tariefpolitiek kunnen voeren uiteraard in overleg met de overheid, vermits de publieke ondernemingen niet krachtens zichzelf maar krachtens een opdracht van de gemeenschap openbare diensten produceren en ter beschikking stellen.

Dit zou geen afbreuk doen aan de doelmatigheid van de ondernemingen voor zover die ingreep van de overheid niet leidt tot een deficiënte werking van de eigen ondernemingen en voor zover de verschillende departementen de verplichtingen die zij opleggen aan de publieke ondernemingen ten laste nemen van hun eigen begroting.

De heer De Seranno. — Zeer juist.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, ik beëindig mijn betoog.

Over deze materie valt nog heel wat te zeggen maar dit moet wellicht niet allemaal vandaag gebeuren.

De heer Luyten. — Het is de laatste keer dat u de gelegenheid daartoe krijgt.

De heer De Bondt. — Het is inderdaad voor de huidige regering de laatste keer.

Ik wens mijn betoog dan ook te beëindigen met een beschouwing nopens een dossier waarvan de regering wellicht niet het voorrecht zal hebben het tot zijn voltooiing te leiden. Het betreft hier het zogenaamde contract van de eeuw.

Ik stel met genoeg vast dat de jongste tijd de pers niet meer bol staat, maar eerder zwijgzaam is over dit dossier.

De heer De Seranno. — Toch wel, mijnheer De Bondt, er zijn nog enkele journalisten aanwezig.

De heer De Bondt. — Ik stel enkel vast dat daarover nu minder wordt gepraat in het publiek. Dit is wellicht toe te schrijven aan een zekere bezinning bij degenen die zich terecht en op passende wijze voor dit dossier hebben geïnteresseerd. Men is gaan inzien dat het hier over een belangrijke aangelegenheid gaat en dat de beslissingen die moeten worden genomen niet in termen van tegenstelling kunnen worden genomen omdat dit zowel voor de RTT als voor enkele belangrijke ondernemingen die in ons land aan de spits staan van de technologische vooruitgang, destructief zou zijn.

Ik hoop dat de huidige minister en staatssecretaris met voorzichtigheid en met beslistheid die stadia van het dossier zullen willen doorlopen die tot een beslissing kunnen leiden, zonder noodzakelijkerwijze deze beslissing tot de hune te willen maken, daarbij voor ogen houdend dat het doel belangrijker is dan het feit of zij hun handtekening onder dit dossier plaatsen, gelovend in de continuïteit van het beleid dat zij hebben trachten te ontwikkelen en dat wij — en wij zullen met velen terugkeren — in de toekomst in de Senaat verder zullen ondersteunen. (*Applaus op verschillende banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Jules Peetermans.

M. J. Peetermans. — Monsieur le Président, mon intervention se limitera à quelques aspects particuliers de la gestion des services des Télégraphes et Téléphones et de la Poste.

Dans sa déclaration du 18 décembre 1981, le gouvernement annonçait qu'il prêterait son aide au fonctionnement d'une commission parlementaire mixte chargée d'élaborer aussi rapidement que possible une solution à la problématique bruxelloise. Il ajoutait que dans l'attente de cette solution, les dispositions actuelles concernant Bruxelles seraient maintenues à tous les niveaux.

Aujourd'hui, en mars 1985, nous sommes toujours dans l'attente de la solution et il en sera probablement encore de même en décembre prochain, quatre ans après l'encommissionnement qui a permis au gouvernement d'enterrer provisoirement ce qui aurait pu susciter un désaccord en son sein.

Entre-temps, les ministres flamands pèsent de tout leur poids pour créer les conditions d'un règlement du sort de Bruxelles conforme à un plan établi de longue date. Il s'agit notamment de renforcer le carcan qui entoure les dix-neuf communes. Le statu quo n'est donc respecté qu'en paroles.

Madame le secrétaire d'Etat, vous jouez votre rôle avec une efficacité redoutable dans le déroulement de cette politique de flamandisation. La division administrative de la zone 02 en est un exemple: sous couleur de restructuration administrative, vous avez organisé le démantèlement de la zone 02. Progressivement, les nouveaux services installés à Vilvorde, Hal et Braine-l'Alleud, sont devenus des centres d'exploitation à part entière.

Dans une première phase, les centres commerciaux ont été transplantés dès le 1^{er} février 1983. La seconde phase a été réalisée au 1^{er} juin de la même année par le transfert des bureaux de recettes. Cette opération a été suivie par le déplacement d'un certain nombre de services techniques.

Cette mesure a eu pour conséquence, et c'était apparemment son but essentiel, de priver des dizaines de milliers de francophones de la possibilité de correspondre dans leur langue avec les services du téléphone.

Le nombre de raccordements établi dans les communes sans régime linguistique spécial de la région de langue néerlandaise, raccordements pour lesquels les documents étaient rédigés en français, s'élevait à 26 601 en 1983. Ainsi 26 601 citoyens belges se voient privés, par vos soins, de la possibilité de correspondre dans leur langue avec vos services. Il est vrai que c'est également le cas des 420 abonnés dépendant du centre de Braine-l'Alleud qui, eux, avaient choisi le néerlandais.

Déjà à partir de 1983, ceux-ci ont reçu les documents rédigés en français.

La coûteuse restructuration intervenue a donc comme premier effet d'instaurer une contrainte linguistique sur environ 27 000 personnes dont 26 601 ont fait choix du français, alors que 420 avaient préféré le néerlandais. Inutile de dire que l'emploi des agents néerlandophones y trouve son compte!

J'ai parlé de restructuration coûteuse. Cela apparaît clairement dans votre propre réponse, madame le secrétaire d'Etat, à une question de M. Vandezande du 16 juin 1983.

J'en relis les passages les plus significatifs:

« L'adaptation des réseaux téléphoniques aux frontières linguistiques disiez-vous, nécessite le transfert de dizaines de milliers d'abonnés vers d'autres centraux téléphoniques. Dans ce cas, se posent non seulement le problème de la disponibilité de câbles de raccordement mais également celui de la capacité des commutateurs et de certains bâtiments. Dans tous les projets récents de nouveaux réseaux, il a été tenu compte de la frontière linguistique, même moyennant parfois des frais supplémentaires. Les centraux d'Alsemberg et de Wemmel en témoignent. Ces nouveaux réseaux », disiez-vous en 1983, « ne sont cependant pas encore complètement érigés. Pour répartir les frais et éviter les investissements inutiles, les abonnés sont transférés vers leur nouveau réseau en plusieurs phases. Après la dernière phase, la limite du réseau correspondra à la frontière linguistique, quoique techniquement, cela donne lieu à des situations non rationnelles. »

Dans la même réponse, vous faisiez également état des désagréments, pour les abonnés, résultant des changements nécessaires du numéro d'appel et de travaux extérieurs. Vous annonciez des corrections aux limites des zones de Rhode-Saint-Genèse, de Hoeilaart et de Melsbroek, effectuées éventuellement au moyen de l'implantation de nouveaux bâtiments ou par scission. Vous constatiez que les adaptations autour de Bruxelles-Capitale étaient les plus difficiles à réaliser. En effet, la majorité des nouveaux centraux y étaient antérieurs aux problèmes de l'ajustement des limites des réseaux à celles des communes. De ce chef, ces centraux englobaient encore des territoires bilingues, unilingues ou unilingues à facilités. Enfin, vous souligniez que les adaptations devaient être échelonnées sur plusieurs années, compte tenu des frais élevés qui en résultaient.

Nulle part dans cette réponse, vous ne faisiez mention d'améliorations techniques éventuelles. L'objectif poursuivi était purement et simplement de remplacer, pour des dizaines de milliers d'usagers, un régime de liberté linguistique par un régime de contrainte linguistique.

Comme vous attachez beaucoup d'importance aux symboles, vous avez modifié d'autorité la présentation des annuaires téléphoniques de la zone 02, rendant leur consultation particulièrement difficile. Heureusement, grâce à vous, les habitants des communes périphériques, avec ou sans facilités, sont rigoureusement séparés de ceux qui vivent à l'intérieur du carcan bruxellois! Tant pis si les réclamations pleuvent! La RTT jouit d'un monopole et vous pouvez donc satisfaire votre obsession flamandisatrice sans rencontrer d'obstacle.

Bien entendu, ce seul champ d'action ne vous suffit pas. Le déséquilibre linguistique dans vos services penche d'une façon inquiétante en faveur des néerlandophones.

Dans l'agglomération bruxelloise, où près des neuf dixièmes de la population belge utilisent de préférence le français — une récente enquête vient encore de nous le rappeler —, ...

De heer Luyten. — U moet de opiniepeiling van *Le Soir* lezen over de tweetaligheid in Brussel.

M. J. Peetermans. — ... la régie emploi des néerlandophones à raison de 59,5 p.c. du total, dans ses services locaux et régionaux. Même les Flamands unilingues y sont plus nombreux que les agents unilingues d'expression française.

Au niveau I, où la parité est légalement obligatoire, on trouvait encore en 1984, et sans doute encore maintenant, 24 francophones pour 64 néerlandophones, parmi lesquels 7 n'avaient pas fait la preuve de leur connaissance de la seconde langue.

Contre l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, vous avez imposé, par arrêté royal du 17 septembre 1984, des cadres linguistiques de 55,7 p.c. de néerlandophones pour 44,2 p.c. de francophones pour les services d'exécution de la Régie des Télégraphes et Téléphones ayant leur siège dans Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays. Ces chiffres reflètent vos propres conceptions politiques bien plus qu'un quelconque souci de l'intérêt public.

Il en est évidemment de même en ce qui concerne la Régie des Postes où le personnel statutaire auxiliaire et contractuel compte dans les services locaux et régionaux 2 995 francophones et 4 480 néerlandophones, soit respectivement 40 et 60 p.c. La clientèle obligée des régies est donc très mal servie et paie de plus en plus cher ces mauvais services. C'est vrai pour le coût des communications téléphoniques; c'est vrai aussi pour les tarifs postaux.

Depuis que le présent gouvernement a été installé, le coût de l'affranchissement d'une lettre ordinaire est passé de 9 à 12 francs, soit une augmentation de 33 p.c. J'ai, dans une armoire de mon bureau, une collection d'enveloppes affranchies à 9, 10 ou 11 francs, auxquelles je dois régulièrement ajouter des timbres. Tous les citoyens sont sans doute dans le même cas.

Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — J'ai encore dans mon bureau des lettres affranchies à un franc; ce sont des lettres d'amour. Vous pouvez donc calculer mon âge en fonction des tarifs postaux. (*Sourires.*)

M. J. Peetermans. — Pendant que vous relisez vos lettres d'amour, madame, vos services devraient se pencher sur le problème de l'augmentation rapide des tarifs postaux.

En ce qui concerne les journaux, la recette moyenne par exemplaire est passée de 1,77 à 2,36 francs entre 1983 et 1984, soit un bond de 33 p.c. en un an. L'augmentation est également importante pour les périodiques et les publications des associations sans but lucratif.

Les autres tarifs ont évolué à l'avenant et je ne vous accablerai pas de chiffres que vous connaissez aussi bien que moi.

En conclusion, les Régies des Postes et des Télégraphes et Téléphones fonctionnent mal, ne répondant pas aux besoins de nombreux usagers, organisent un déséquilibre injustifié entre les emplois occupés par les francophones et les néerlandophones et, enfin, coûtent de plus en plus cher.

Si je dénonce la situation à cette tribune, je ne compte pas néanmoins sur vous, madame le secrétaire d'Etat, pour l'améliorer. Celle-ci est le fruit de votre philosophie politique et il ne me reste donc, comme à l'ensemble de nos concitoyens, qu'à attendre des temps meilleurs. (*Applaudissements sur les bancs du FDF.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandermarliere.

De heer Vandermarliere. — Mijnheer de Voorzitter, bij het doorlezen van het uitstekend begrotingsverslag van onze collega Cardoen komt men ongetwijfeld tot de vaststelling dat voorliggende begroting, voor de Regie van Telegrafie en Telefonie, een strijdbaar begroting is, die eindelijk actief tracht in te spelen op de grote uitdaging van de technologische evolutie ter waarborging van een optimale dienstverlening voor een cliënteel dat steeds hogere eisen lijkt te stellen.

Nochtans laten de begrotingsvoorstellen van beide regies voor het eerst sinds vele jaren duidelijk uitschijnen dat aan de uitdaging, in de toekomst een hoopvol antwoord zal kunnen worden gegeven.

Het voorgesteld toekomstig beleid blijkt gestoeld te zijn op twee fundamentele doelstellingen.

Ten eerste, moet men binnen de Regie der Posterijen een verdere drastische vermindering van de produktiekosten nastreven. Naast deze prealabele voorwaarde is een verdere commerciële ontwikkeling onont-

beerlijk en moet men tegelijk investeren in nieuwe produkten en diensten-aanbod.

Ten tweede, mag de Regie van Telegrafie en Telefonie de afspraak met de technische evolutie en nieuwe communicatiemogelijkheden niet missen en dit — zo men zijn kansen op korte termijn niet in de budgettaire weegschaal wil op het spel zetten — binnen de eigen te verwerven inkomsten. Daarenboven — en dit zal wel de grootste opgave worden — moet de RTT haar hoge uitstaande schuld van 177 miljard, cijfer van eind december 1984, dringend drukken enerzijds, terwijl anderzijds, relatief goedkope exploitatietarieven de RTT-diensten operationeel en rendabel moeten houden en/of maken.

Binnen de te verwachten inkomsten-uitgavenbeweging ten belope van bijna 46 miljard voor de Posterijen, bedraagt voorliggende begroting een goede 17,3 miljard, of een groeipercantage van 2,2 pct. ten opzichte van 1984, de lasten van de rustpensioenen buiten beschouwing gelaten. Met andere woorden, het derde saneringsplan van de PTT is ruim onder het inflatietempo gebleven.

Strikt budgettair mag men gerust stellen dat de saneringsoperatie, vooral bij Posterijen, positieve repercussies heeft gehad, meer zelfs, dat deze positieve begrotingstrend werd geconsolideerd.

De saneringsoperatie bij de Posterijen werd gekenmerkt door een vermindering van de staatsbijdrage en een verhoging van de autofinanciering door een grondige rationalisatie van de postexploitatie.

Wat de vermindering van de staatsinterventie betreft, spreekt men in het verslag van « brutale verminderingen ». Ik geloof dat het beter zou zijn, gezien de zware financiële moeilijkheden die binnen de PTT-sector in 1982 aan het licht gekomen zijn, deze operatie te omschrijven als een noodzakelijke en realistische inkrimping van de dotatie voor de « brievenpost » en van de vergoeding aan het Bestuur der Postchecks voor de diensten geleverd aan, onder meer, de staatsrekenplichtigen.

Anderzijds had de rationalisatie van de exploitatie hoofdzakelijk betrekking op tariefaanpassingen en inkrimping van de werkingskosten en investeringsuitgaven.

Ook hier zou ik de resultaten van dit gevoerde beleid toch enigszins genuanceerder willen benaderen dan in het verslag tot uiting is gebracht. Wanneer men stelt dat juist door de pogingen om de begroting in evenwicht te krijgen, er geen sprake kan zijn van verbetering van de dienstverlening aan de cliënteel, er geen verbetering kan zijn van de postinfrastructuur, er een merkelijke verslechtering waar te nemen zou zijn van bijvoorbeeld, onthaal, dienstuitvoering, veiligheid en comfort van het personeel en er tenslotte geen sprake kan zijn van een commerciële politiek, dan denk ik dat dit toch wat te eenzijdig is voorgesteld. Ik weet wel: de doelstelling « meer met minder » is niet altijd realistisch, maar ik meen toch te mogen stellen, rekening houdend met de grote begrotingsuitwassen, dat wij ons eerlijk de vraag moeten durven te stellen wat er zou gebeurd zijn indien er helemaal niet zou zijn gesaneerd. In de gegeven omstandigheden lijkt het mij belangrijker aan te duiden wat vermeden werd, eerder dan te benadrukken wat wij net vóór een totaal faillissement gemist zouden hebben.

Wat er ook van zij, het feit dat voor 1985 een begroting in evenwicht wordt ingediend, kan ongetwijfeld nieuwe mogelijkheden scheppen én op het vlak van bijvoorbeeld, selectieve aanwervingen tot waarborging van een verhoogde dienstverlening, én voor het nieuwe commercieel imago, én voor een mogelijke beginnende reorganisatie van het produktieapparaat voor de brievenpost in toepassing van de onderzoeksresultaten van het Belgisch-Zwitsers adviesbureau « Team-Consult ».

In het kader van een mogelijke hernieuwde dienstenvitaliteit in de Regie der Posterijen had ik in het bijzonder de aandacht van de minister en van mevrouw de staatssecretaris willen vestigen op de specifieke problemen waarmee de postkantoren aan de kust en mogelijk misschien ook wel in sommige toeristisch attractieve streken in de Ardennen te kampen hebben tijdens het hoogseizoen.

Niet alleen kent de brievenpost een gevoelige stijging, maar ook de financiële post, de verrichtingen uitgevoerd in de postkantoren zelf, bereiken hoge pieken. In de voorgestelde begroting wordt in het budgettair kader van 37,1 miljard in een budgettair effectief voorzien van 48 422 eenheden voor het vast, hulp- en contractueel personeel, aangevuld met 114 eenheden als seizoenversterking. Naar verluidt wordt deze laatste categorie van bijkomende bedienden en/of postmannen betrekkelijk laat-

tijdig aangeworven, ongeveer medio juli, zodat slechts een gedeelte van het hoogseizoen effectief zou worden ondervangen.

Wil men het dienstverlenend imago van de Posterijen bij de burger, in dit geval weliswaar de vakantieganger hoog houden, dan moet men daar aandacht voor hebben. Tevens zou ik, wat het Bestuur der Postchecks betreft, willen aandringen opdat bij de verdere uitbouw van het postomatnet en de installatie van loketterminals bedoelde postkantoren eveneens de nodige prioriteit zouden krijgen.

Dit zou een belangrijke winst aan cliënteel en financiële transacties kunnen inhouden tijdens een periode die toch gekenmerkt wordt door belangrijke particuliere uitgaven. De concurrentie tussen de financiële instellingen tot behoud en/of verwerving van het marktaandeel ligt hoog, inzonderheid op het vlak van de vlugge klantenservice, zodat men slechts via moderne en aangepaste apparatuur enige mededinging kan ondernemen. Een rol die de Posterijen op dit terrein zeker nog te spelen hebben.

Vervolgens verwijs ik nogmaals naar de voorgenomen bouw van een nieuw postkantoor te Blankenberge. Dit is een gezamenlijk project met de Maatschappij van de huisvesting. Het ligt reeds lang ter uitvoering en de kredieten zijn uitgetrokken. Graag mocht ik de stand van zaken vernemen.

Wat de Regie van Telegrafie en Telefonie betreft, is het algemeen gekende hoofdprobleem de zwakke financiële structuur en de grote schuldenlast. Naast het beoogde RTT-saneringsplan, zal de RTT vanzelfsprekend nieuwe activiteiten moeten ontwikkelen waarvoor het publiek niet alleen belangstelling, doch waaraan het eveneens behoefte heeft. Ook hier zal men de minder rendabele diensten moeten optimaliseren en de zwaar-verlieslatende geleidelijk moeten verminderen.

In de bij het verslag gevoegde beleidsnota wordt onder meer de sanering in de sedert jaren deficitaire telegraafdienst nader toegelicht. Een aanpassing van de personeelsformatie, een aanpassing van de opendingsdagen en een afschaffing van sommige telegraafkantoren zijn de voornaamste kenmerken van de te nemen maatregelen in de sector van de telegrafie. Nochtans pleit ik ervoor, steeds om dezelfde redenen van bevolkingsconcentratie tijdens het toeristisch hoogseizoen, de telegraafkantoren, eventueel geïntegreerd in de postkantoren, in stand te houden aan de kust.

Ik moge besluiten.

De voorliggende begroting getuigt van een ernstige saneringspolitiek in de beide regies. Dit is niet alleen de goede stap in de richting van een verruimde armslag en een aangepast inspelen op de wereld van de nieuwe technologie die zo gevoelig deze regies, zowel van Posterijen als van Telegrafie en Telefonie, beïnvloedt, maar tevens laat voorliggende begroting de PTT opnieuw toe de sociale rol te vervullen waarop vele van onze medeburgers aanspraak moeten kunnen maken.

Het is in deze geest dat mijn fractie deze begroting zal goedkeuren. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris D'Hondt.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer de Voorzitter, voor de laatste maal onder deze legislatuur moeten de minister en ikzelf de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verdedigen.

Allereerst danken wij de commissie voor de Infrastructuur voor het geleverde werk. Zowel de oppositie als de meerderheid hebben daar een belangrijke rol gespeeld ten aanzien van het beleid van de voorbije jaren. Zij hebben de continuïteit van dit beleid helpen verzekeren.

Wij betreuren dat bepaalde oppositieleiden deze begroting niet zullen goedkeuren louter om hetgeen is gebeurd in het verleden. Wij aanvaarden echter dit motief en beschouwen het als een blijk van waardering voor wat wij de jongste jaren hebben kunnen realiseren. Hoe het ook zij, het beleid heeft baat gevonden bij de goede samenwerking met de parlementaire commissies.

Toen wij verantwoordelijkheid voor de Regie van TT op ons hebben genomen, stond die overheidsdienst bloot aan felle kritiek vanwege het publiek. Die kritiek was niet altijd negatief bedoeld. Het was vaak een uiting van positieve ingesteldheid van de bevolking, wat wij niet nalaten te herhalen ten aanzien van het post-telegraaf- en telefoniepersoneel.

Het publiek beschouwt die diensten als iets van henzelf en formuleert daarop vaak kritiek die het niet heeft voor privé-ondernemingen.

Wij hebben de jongste jaren vele pogingen gedaan om de dienstverlening in het algemeen te verbeteren. De regies zijn er voor het publiek en niet omgekeerd. Zij zijn niet gecreëerd voor het daar tewerkgesteld personeel hoewel er, zoals de heer De Bondt het nog heeft laten opmerken, 80 000 personen hun brood verdienen. Die sociale context mag niet over het hoofd worden gezien. Over de «privatisering» werden hier in de Senaat de jongste maanden diepgaande besprekingen gevoerd. Wij zijn erin geslaagd de monopolies van de twee regies nauwkeurig te omschrijven.

De heer De Bondt heeft daarstraks een belangwekkende verklaring afgelegd over de rol van de publieke ondernemingen. Het is de hoogste tijd dat het hele Parlement zich buigt over het probleem van de rol van de publieke onderneming in het algemeen. Vorig jaar werd door de heer de Bruyne een belangrijke suggestie gedaan. Hij heeft gepleit voor het creëren van een parlementaire commissie die de rol van de openbare bedrijven eens en voor altijd duidelijk zou definiëren. Daarover bestaat er in Nederland reeds een traditie. Mocht dit voorbeeld door België worden gevolgd, nadat werd nagegaan wat er dienaangaande in het buitenland bestaat, dan zou dit een grote bijdrage zijn voor de continuïteit van een beleid dat toch nog na vandaag moet worden voortgezet. Wij moeten weten waarheen wij gaan met de publieke ondernemingen en de fusie- en samenwerkingsmogelijkheden nagaan. Wat betreft de telecommunicatie, de meest geviseerde sector, moeten wij duidelijk onze bedoelingen uittekenen.

Want, iedereen in dit land meent aan telecommunicatie te moeten doen. Het is goed er de kranten van vandaag op na te lezen. Iedereen spreekt over experimenten. Men zou bijna zeggen dat er in België verscheidene ministers zijn die zich met telecommunicatie moeten bezighouden, maar uit een nadere analyse blijkt dat het steeds over hetzelfde experiment gaat en ik bedoel hiermede het breedbandexperiment te Brussel. Dat is de goegemeente een rad voor de ogen draaien. De telecommunicatie moet gelaten worden waar zij thuishoort, namelijk bij de minister van Verkeerswezen en PTT. Daar moet het betrokken beleid worden uitgestippeld.

De heer Van Ooteghem. — Bij de minister of bij de staatssecretaris, mevrouw D'Hondt?

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Bij de minister én bij de staatssecretaris, mijnheer Van Ooteghem.

U zal van mij niet verwachten dat ik mezelve ignoreer. Dat hebt u van mij nog nooit gehoord.

De heer Van Ooteghem. — U sprak nochtans over de minister.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Dat is misschien uit voorgewende bescheidenheid. Misschien verwachtte ik die opmerking van u.

Ik stel voor omtrent de telecommunicatie een beleidslijn te bepalen. In Nederland werd de fameuze commissie-Swarttouw gecreëerd die over de telecommunicatie-eindapparatuur een verslag heeft gemaakt voor de regering. Er is ook een parlementaire commissie-Steenbergen die momenteel België bezoekt om te zien wat er in onze telecommunicatiesector reilt en zeilt om dan aan de hand van gegevens uit het buitenland aan het Parlement en aan de minister voorstellen te doen omtrent een telecommunicatiebeleid voor de volgende jaren.

Bij de RTT en de Posterijen hebben wij geprobeerd nieuwe diensten te creëren. Dit initiatief werd hier door sommigen besproken. Ik wil de heer Vandermarliere, die gezegd heeft dat deze diensten goed functioneren, bedanken. Andere sprekers hebben er vraagtekens bij geplaatst. Deze diensten hebben het postpersoneel een zekere hoop gegeven dat er voor hun onderneming kans op herstel is. Ik ga die diensten hier niet opnoemen. Zij hebben bij de commercialisering, die wij hebben gewild, een belangrijke rol gespeeld.

Wij hebben ook belangrijke opmerkingen gehoord in verband met de gebouwenproblematiek bij de Posterijen. Het is voor het eerst dat ongeveer 1 400 miljoen in de begroting werd ingeschreven om het gebouwenpatrimonium langzaam maar zeker te vernieuwen. Er zullen belangrijke investeringen moeten gebeuren.

Wat betreft het rapport-Team-Consult heeft de heer Seeuws belangrijke opmerkingen gemaakt. Het rapport-Team-Consult is in de eerste plaats een economisch verslag dat inderdaad werd gemaakt door het studiebureau in samenwerking met personeelsleden van de Posterijen. Daarvoor werden bepaalde gegevens verstrekt door postambtenaren. Het is nogal evident dat een studiebureau niet kan werken zonder bepaalde gegevens te krijgen van de postambtenaren. Men kan niet doof en stom blijven als vragen worden gesteld betreffende het personeel, de repartitie van dit personeel, de inplanting van de gewestelijke directies enzovoorts. Ik hoop dat u dit heeft bedoeld, mijnheer Seeuws. Ik ben er altijd over verbaasd dat men beleids mensen telkens woorden in de mond wil leggen die zij nooit hebben uitgesproken en dat men nog steeds de bewering hoort dat een studiebureau maar wordt gecreëerd nadat diezelfde beleids mensen hebben uitgemaakt wat dit studiebureau moet produceren.

Deze benadering lijkt mij surrealistisch. Ik zit hier maar rond te kijken wie die snoodaard zou kunnen zijn die zulke dingen durft te doen. In onze hoofden is dit in elk geval nooit aanwezig geweest.

Team Consult is in mijn ogen een ernstig studiebureau. Het heeft een eerste rapport afgeleverd en zal tegen september nog rapporten afleveren over de sociale functie van de PTT, over de reorganisatie van de structuren en over het financiële beleid. Het is evident dat het niet opgaat het sociale luik uit te voeren en niets te doen aan het financiële luik of aan de structuren. Een rapport moet in zijn geheel worden toegepast, want anders is het een verminkt lijk en was men er beter niet aan begonnen.

Wij moeten inderdaad meer investeren. Wij hopen investeringsbedragen los te krijgen van de regering, die momenteel de klemtoon wil verleggen van Openbare Werken naar andere departementen. Dit is maar een belofte en wij kunnen dus nog niet over het resultaat oordelen. Deze beslissing moet immers worden genomen door de hele regering. Indien het personeel ziet dat ook de Staat bijdraagt tot de sanering en tot de herstructurering, zal de motivatie groeien en zullen wij nog beter op het personeel kunnen rekenen.

Wij kunnen ook op het personeel rekenen, mijnheer Seeuws. U en de heer Belot zegden dat het personeel van de post gedemotiveerd is. Dit is vandaag minder waar dan gisteren. Ik heb de pretentie veel naar de gewesten te gaan en veel te vertoeven bij de mensen van de post. Er is bij het postpersoneel in vergelijking met vorige jaren een zekere vorm van hoop gerezen. Dank zij de goede samenwerking, ook met de vakorganisaties, hebben wij de huidige resultaten kunnen bereiken.

De heer Seeuws. — U spreekt waarschijnlijk met andere mensen van de vakbond dan ik. Dat zal de reden zijn van de verschillende beoordeling.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Misschien met de andere vakbond!

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Ik kan mij voorstellen dat sommigen zich beklagen over bepaalde aspecten van het beleid. Ik heb begrip voor hun moeilijkheden. Ik heb echter in de voorbije jaren steeds met het personeel van de post onderhandeld en heb de bijdragen van de personeelsorganisaties steeds als positief ervaren, ook wanneer het ging over het saneren van de post of over het personeelsbeleid.

Soms wordt men op zeer prangende wijze gewaar dat er een tekort is aan effectieven.

Voor al in de grote centra Antwerpen, Luik en Brussel is dit personeelstekort zeer nijpend en daarom hebben wij gevraagd 900 bijkomende statutaire aanwervingen te mogen doen, waaronder 400 postbedienden.

In andere plaatsen is er echter soms werk te weinig en dus personeel te veel. Dit was op een bepaald ogenblik het geval in Oost-Vlaanderen en Limburg. Ook de personeelsorganisaties weten dat dit slechts kan worden opgevangen door een groter produkt, waaraan wij werken. In het verleden heeft men het postprodukt nooit veranderd, mijnheer Seeuws. Ik daag u ertoe uit het tegendeel te bewijzen.

Bij het begin van mijn loopbaan als staatssecretaris voor PTT zegde men mij dat dit postprodukt niet kon worden veranderd en dat het niet nodig was naar een ander produkt te zoeken.

Welnu, wij hebben in de voorbije jaren bewezen dat het postprodukt wel kan worden vernieuwd en wij hopen in de volgende maanden te kunnen bewijzen dat wij op de goede weg zijn.

Cijfers zijn er om er zich van te bedienen, dacht ik toen u er een paar citeerde, mijnheer Seeuws. Ik kan u ook enkele cijfers geven.

Er is in 1984 voor het eerst een klimmende trend waar te nemen. Vergeleken met 1983 is er globaal gezien een vooruitgang van 1,67 pct. vastgesteld. Deze toename is vooral te danken aan wat u hebt aangeklaagd, mijnheer Seeuws, namelijk de periodieke publikaties, een stijging die op 13,88 pct. neerkomt. In de voorbije jaren was er steeds een daling waar te nemen van de huis-aan-huizendingen. In 1984 heeft deze daling zich niet meer gemanifesteerd. Wij denken deze daling te kunnen opvangen door een meer soepele reglementering.

U weet ook, mijnheer Seeuws, dat de zeer strikte reglementering bij de post soms een commercieel beleid onmogelijk maakt. Voor een verkeerde nummering van de bladzijden wordt soms een zending van 12 of 20 miljoen geweigerd! Zulke dingen mogen niet meer gebeuren. Overigens proberen wij dag na dag het postbeleid soepeler te maken. Uw suggestie om de post te decentraliseren is pertinent. Met ons saneringsbesluit hopen wij op het einde van het jaar met zeer concrete decentralisatiemaatregelen voor den dag te komen.

Mijnheer Seeuws, u hebt een indringende en scherpe analyse gemaakt van het postbeleid. Over Team-Consult heb ik u reeds een toelichting gegeven. Ik ben daar ook in de commissie op ingegaan en ondertussen hebt u het plan gekregen.

Mijnheer Seeuws, u hebt ook negatieve bedenkingen gemaakt omtrent het koninklijk besluit nr. 182. Hoewel ik alle koninklijke besluiten niet *à fond* ken, durf ik toch zeggen dat het koninklijkbesluit nr. 182 werkelijk een pact vormt met het personeel.

Voor het eerst werden duidelijke rekeningen vermeld en werd de participatie van de vakbonden geïnstitutionaliseerd.

Positief is ook dat een overschot op de resultatenrekening gebruikt zal worden voor investeringen in de commerciële activiteiten van de post en in de gebouweninfrastructuur.

De heer Vandermarliere is bekommerd om de exploitatie van de postkantoren aan de kust. In de mate van het mogelijke schenken wij daar speciale aandacht aan.

De idee indachtig dat wij naar de mensen moeten gaan en niet de mensen naar ons, hebben wij voor rijdende postkantoren aan de kust gezorgd, wat een succes is geworden. In de Ardennen gaf dit initiatief minder goede resultaten. Wij denken er zelfs aan dit initiatief te verlengen in de kustgemeenten.

Mijnheer Seeuws, u wenst meer postomat-toestellen voor de kustgemeenten. U hebt daar vroeger ook al op aangedrongen.

Vertien dagen geleden hebben wij een nieuwe bestelling van die toestellen gedaan. Wij zijn dus op weg om te verwezenlijken wat wij ons hadden voorgenomen. De postomat is een succesrijk produkt waaraan wij moeten vasthouden.

U hebt ook vragen gesteld, mijnheer Seeuws, omtrent de compatibiliteit of de integratie van de verschillende systemen. Wat dat betreft, zijn er zeer belangrijke onderhandelingen geweest. Men is echter altijd afhankelijk van de grootste in het net en de grootste zet de minste stappen voor integratie. Wij hopen dat het ons mogelijk zal zijn te bemiddelen tussen twee systemen en dat de integratie dus een realiteit zal worden.

De heer Seeuws. — Hoe is het mogelijk denkt u dat de commerciële sector, waarvan u spreekt, groot is geworden? Hoe is het mogelijk dat een land zoals het onze, dat een produkt heeft dat zeer interessant is voor de markt en dat geld opbrengt voor de Staat, dat produkt verwaarloost? U zegt wel dat u dergelijke toestellen besteld hebt, maar hoeveel hebt u er besteld? Nu zijn er in een stad als Gent, met 275 000 inwoners, juist geteld twee. Op iedere hoek van de straat vindt men echter een bank met een kluis en een systeem van bankcontact en andere.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer Seeuws, de banken hebben een voorsprong kunnen nemen, omdat zij de eerste waren.

De heer Seeuws. — Waarom hebben wij in dit geval niet bij voorrang contracten gemaakt met andere openbare diensten? Hoe is het mogelijk dat men bij de NMBS een commercieel net kan aanspreken, maar niet postomat? De openbare diensten zouden moeten samenwerken. Op die manier kan er vooruitgang komen. Pas dan kan men dienst verlenen.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer Seeuws, ik heb ondervonden dat coördinatie en samenwerking tussen openbare diensten een van de moeilijkste opgaven is voor een minister onder wie zulks ressorteert.

Wij hadden een geprivilegieerde partner, de ASLK. Ik moet u de wordingsgeschiedenis van die instelling niet vertellen. In plaats van een geprivilegieerde partner en samenwerker met ons is de ASLK stilaan een eigen weg gegaan en een van onze grootste concurrenten geworden. Hoe is dat mogelijk? Dat komt omdat iedere openbare dienst ook zijn eigen kapel versiert en voor zichzelf predikt. Dit is een van de moeilijkste zaken.

Wij hebben gezien wat er gebeurd is toen de openbare bankinstellingen een statuut moesten kiezen.

Persoonlijk heeft mij dat ietwat ontgoocheld aangezien ik een fervente verdediger ben van de overheidsdienst. Wij moeten echter met deze realiteit rekening houden.

De heer Seeuws. — De realiteit is dat u beiden ministers zijt van openbare diensten die perfect samen kunnen werken.

De spoorwegen zijn een ander voorbeeld.

U moet verantwoordelijkheid op u nemen voor de overheidsdienst.

Hier gaat het om veel middelen die nu de Staat worden onthouden.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Het is een kwestie van de kosten te dekken.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Vervolgens wil ik handelen over het hoog absentisme. U hebt gezegd dat de demotivatatie dat bevordert.

Dit probleem vormt een van de zere plekken van onze twee overheidsbedrijven.

Bij de post zijn er gemiddeld achtentwintig ziekte-dagen per man-jaar en bij de RTT tweeëntwintig. Dit aantal is zo hoog dat wij inderdaad dringend een analyse moeten maken van de situatie.

Toch is de oorzaak niet altijd demotivatatie. Er spelen ook andere elementen mee. Ik zal een klein voorbeeld geven, al is dat misschien een beetje gevaarlijk.

Telkens als Anderlecht bijvoorbeeld tegen Lokeren speelt, of tegen een andere club, noteren wij 's avonds soms 128 zieken. Ik denk niet dat op zo'n momenten het postpersoneel zieker wordt dan ander personeel. Het gaat hier niet om demotivatatie.

De heer Seeuws. — Indien de personeelsleden van de post hun overuren regelmatig zouden kunnen recupereren, zou dit soort van misbruiken verdwijnen. Er zijn zeker een miljoen overuren die niet kunnen worden gerecupereerd.

Mevrouw D'Hondt-Van Opdenbosch, staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — U hebt ook vragen gesteld over het personeel van de RTT dat vrijkomt bij de sanering van de telegrafie en gesuggereerd ze eventueel over te schakelen naar de post.

In Brussel loopt een experiment om na te gaan of dat inderdaad mogelijk is.

De heer Dalem heeft mij verwittigd dat hij niet kon wachten op het antwoord op de vragen die hij heeft gesteld. Hij neemt genoegen met een schriftelijk antwoord, wat wij hem dan ook zullen bezorgen.

De heer De Kerpel heeft nogmaals gesproken over de tarievenpolitiek van de RTT.

Naar aanleiding van zijn interpellatie over deze aangelegenheid enkele weken geleden, hebben wij reeds de mogelijkheid gehad om ons beleid ter zake toe te lichten. De invoering van de PPM heeft inderdaad aanleiding gegeven tot heel wat klachten vooral van bejaarden en van instellingen voor tele-onthaal. Wij hebben in antwoord op zijn interpellatie gezegd dat wij ter zake een aantal oplossingen uitwerken.

Op zijn vraag in verband met een andere structuur van de gewesten, kan ik antwoorden dat wij daaraan dokteren. De minister heeft in de Kamer verklaard dat het uiteindelijk in onze bedoeling ligt te komen tot één geüniformeerd tarief voor heel België. Het zal nog geruime tijd duren

alvorens dit kan worden verwezenlijkt vermits dit ook moet kaderen in ons budgettair beleid. Wij moeten ook nagaan welke repercussies dit zou hebben op de telefoonabonnementen. Wij kunnen niet alles tegelijkertijd doen en wij moeten ter zake voorzichtig te werk gaan.

Ik ga volledig akkoord met de belangrijke fundamentele beschouwing van de voorzitter van de commissie, de heer De Bondt. Ik hoop dat wij in de toekomst tot verwezenlijkingen kunnen overgaan.

De heren De Kerpel, Eicher en Seeuws hebben in verband met de financiële situatie van de RTT — die inderdaad moeilijk is omwille van de zeer hoge schuldenlast — vragen gesteld nopens de herkapitalisatie ten belope van 5 miljard per jaar.

Wij kunnen enkel zeggen, mijnheer de voorzitter van de commissie — en daarom wou ik u daarstraks onderbreken —, dat wij het volledig met u eens zijn en dat wij er inderdaad dit jaar hadden moeten in slaagen die herkapitalisatie van 5 miljard te werwezenlijken. De minister heeft zich daarvoor ingezet, wat trouwens blijkt uit het verslag bij de begroting. Wij hebben dat echter niet kunnen verwezenlijken, maar wij hopen dat het ons zal lukken in een volgende begrotingsronde.

Pour répondre à la question qui m'a été posée par M. Eicher au sujet de la RAI, je confirme ce que j'ai déclaré à la Chambre. L'affaire est réglée. Je ne crois pas que subsiste aucun problème en ce domaine, en tout cas, au niveau de la RTT.

Vous souhaitez également savoir, monsieur Eicher, à quel moment des mesures seraient prises concernant les radios locales non reconnues.

Je puis vous assurer que, dès que débutera la période de délivrance des licences, il sera indispensable de prendre des mesures contre les stations en question, afin d'éviter que le chaos actuel se poursuive.

De heer Seeuws heeft nog vragen gesteld in verband met de resultaten van 1983 en 1984 in de sector van de PTT. Met uw goedvinden, mijnheer Seeuws, zal ik u daarop schriftelijk antwoorden aangezien het hier om een hele reeks van cijfers gaat.

De werkgeversbijdrage van de RTT voor 1985 omvat inderdaad ook een overdracht aan de Staat voor loonmatiging, mijnheer Maes. Dat is ook de reden waarom het bedrag hoger ligt dan in 1984. Het is inderdaad gestegen van 728 miljoen tot 1,393 miljard.

U hebt ook gevraagd hoever het staat met de afbetaling van de schuld van Zaïre. Voor het televerkeer uitgewisseld tot 30 september 1983 bedraagt de Zaïrese schuld, hoofdsom met inbegrip van de interesten, 1 560 086 583 frank. De hoofdsom bedraagt 1 097 948 386 frank en de interesten 462 138 197 frank.

U weet dat sedert 1 oktober 1983 het systeem van de telefoongesprekken voor rekening van de opgeroepene werd ingevoerd. De kosten met betrekking tot deze gesprekken, zowel wat het inkomend als uitgaand verkeer betreft, worden in België vereffend, zodat vanaf deze datum de schuld van Zaïre niet meer kan aangroeien.

Het *Office national des postes et télécommunications du Zaïre* heeft voorgesteld — ik leg de nadruk op « voorgesteld » — de terugbetaling te spreiden over een periode van twintig jaar. Deze beslissing moet door de regering worden genomen en dit is tot nu toe nog niet gebeurd.

De heren De Kerpel en Dalem hebben vragen gesteld in verband met de tarieven. Aan de heer Dalem zal ik de gegevens laten geworden betreffende de publieke bureaus van Beauraing en Taminies.

De heer Jules Peetermans heeft mij ook enkele vragen gesteld. Aangezien hij niet meer aanwezig is, hoef ik hem niet te antwoorden. Hij schijnt een trouwe vriend te zijn van mij want hij zwaait mij steeds allerlei lof toe. Ik had hem willen zeggen dat, aangezien ik reeds zo dikwijls heb geantwoord op zijn vragen, hij mijn antwoorden van buiten moet kennen. Ik wil hem in alle vriendschap ernaar verwijzen.

M. Eicher m'a interrogée sur le BRF. Il m'a notamment demandé s'il était possible que le BRF effectue des émissions de télévision pour la région de langue allemande, éventuellement en collaboration avec la RTBF. Ce problème n'est pas de la compétence de mon département, mais du ressort des instituts concernés. C'est donc à la Communauté française, monsieur Eicher, que vous devriez poser cette question.

Vous me demandez également à quel moment seront connues les fréquences pour les radios locales.

La mise en application du plan de fréquences annexé à l'accord de Genève de décembre 1984 se poursuit de telle manière qu'il sera possible d'assigner les fréquences définitives aux radios locales au fur et à mesure de la constitution des dossiers, c'est-à-dire lorsque mon département aura reçu des radios locales tous les renseignements techniques et administratifs qui leur ont été demandés.

De minister weet dat wij daarmee zeer grote moeilijkheden hebben vanwege de Franse Gemeenschap, die deze gegevens maar met mondjesmaat verstrekt.

M. Eicher voudrait également savoir quelles fréquences ont été attribuées au BRF par la conférence de Genève.

Dans le nouveau plan de Genève, des assignations ont bien été prévues pour les besoins du BRF, plus précisément pour Liège, Burg-Reuland, Sankt-Vith, Bruxelles et Eupen. Je vous communiquerai les fréquences, monsieur Eicher.

Pour les émetteurs de Liège et de Bruxelles, les aspects communautaires que revêtent ces implantations et émissions doivent encore être résolus, mais étant donné que la fréquence de Liège est déjà utilisée actuellement pour le compte du BRF et que celle de Bruxelles a été cherchée et proposée par la BRT, je ne vois pas de problèmes en la matière.

Tous les détails nécessaires ont été communiqués au ministre de la Culture de la Communauté germanophone par lettre du 12 mars 1985.

Vous avez également émis des doutes en ce qui concerne l'assainissement des Postes. J'ai déjà répondu sur ce point, comme je crois d'ailleurs avoir répondu à toutes les questions qui m'ont été posées.

Ik meen op alle precieze vragen te hebben geantwoord. Blijven nog twee voorname punten: de financiering van de RTT en de commutatatiebestellingen, waarop de minister dieper zal ingaan.

Zelf wil ik daarover het volgende zeggen. Indien wij kunnen bewijzen dat openbare leningen voor de RTT nog steeds de beste vorm van financiering zijn, weet ik niet waarom wij zouden moeten overgaan tot een andere financieringsvorm. Mochten echter de alternatieven een betere financieringsvorm betekenen voor de RTT, is het mogelijk deze te overwegen.

Wat het contract betreft, zullen wij waarschijnlijk de volgende week in een nieuwe fase komen. Wij moeten de procedurekeuze bepalen.

De minister en ik zullen voorstellen indienen bij het desbetreffende ministerieel comité. Wij hebben een gezamenlijk standpunt bepaald en de desbetreffende documenten ondertekend. Dit ministerieel comité zal nu moeten beslissen of onze voorstellen worden aangenomen.

Wij kunnen voor een groot deel de opmerkingen van de heer Seeuws volgen in verband met de bedrijfseconomische keuze die, gezien de toestand waarin de RTT zich bevindt, voor de verantwoordelijken een van de eerste prioriteiten is bij het sluiten van dit contract. Wij zullen de sociale problematiek zeker niet uit het oog verliezen.

De mensen bij de RTT zijn inderdaad bevreesd voor hun toekomst, niet alleen in verband met deze commutatatiecontracten maar als het gevolg van de evolutie die zich voordoet en waarvan men niet weet waar ze zal eindigen.

Ik bevestig dat wij bij de RTT zullen overgaan tot kwalitatieve personeelsaanwerving eerder dan kwantitatieve. Ik heb dit reeds twee jaar geleden gezegd: dit is evident wanneer men weet dat één man volstaat voor de nieuwe commutatatiecentrale, terwijl voor de vroegere elektromechanische centrales telkens zeven mensen noodzakelijk waren. Dan is het duidelijk dat men zich aan een grote mutatie van personeel mag verwachten.

Voorts kan ik me enkel aansluiten bij de wijze woorden van de voorzitter van de commissie.

Ik hoop dat de regering een *modus vivendi* zal vinden dat goed is én voor de RTT én voor de industrie én voor de tewerkstelling van het land, zowel in het Noorden als in het Zuiden. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister De Croo.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer de Voorzitter, sta me toe ook bij deze vierde behandeling — als ik het zo noemen mag — van de begroting van PTT nogmaals de senatoren te danken die zo welwillend en met kennis van zaken het woord hebben gevoerd. Ik denk aan de heren Eicher, De Kerpel, Dalem, Seeuws, Robert Maes, Belot, De Bondt, Jules Peetermans en Vandermarliere. Zij hebben met de belangstelling, die hen ook in de commissie kenmerkt, de nodig geachte bijkomende commentaren verstrekt en vragen gesteld. Ik dank ook mevrouw D'Hondt voor de kennis van zaken waarmee ze heeft geantwoord.

Ik zal mij essentieel beperken tot drie punten die door velen onder u werden behandeld.

Er werd een reeks van vragen gesteld over de manier waarop wij de tarifiering van onze diensten bepalen en de wijze waarop eventueel het publiek in dit verband reageert. Het was een opmerking van senator De Bondt dat een openbare dienst, die een scharnier vormt in het concurrerend gebeuren, commercieel moet worden geleid. Die dienst heeft daarvoor een apart statuut gekregen met economische, industriële en andere technische motiveringen dan een klassieke overheidsdienst. Die dienst moet goedkoop het beste produkt naar de gebruiker brengen.

Ik deel de mening van senator De Bondt waar hij voorhoudt dat wij het recht en de plicht hebben ervoor te zorgen dat wij het hoogst mogelijke rendement van de diensten bekomen, met eerbiediging van het geheel van hun personeelsverplichtingen, hun managementmogelijkheden en andere opgelegde verplichtingen. Ik denk hierbij aan wat zelden wordt onderstreept: namelijk het taalstatuut van deze diensten, wat soms een hinderlijke factor kan zijn. Er is bijvoorbeeld, het postgebeuren te Brussel waar wij tweetaligen moeten kunnen aanwerven om een aantal diensten te verzekeren. Het is een eventuele hypotheek die door het openbaar karakter van de Regie aan haar wordt opgelegd.

Maar wanneer men de prijs heeft berekend voor een bepaald produkt of een bepaalde dienst, komt de vraag aan de uitvoerende macht, via de Kamer en de Senaat, of deze dienst voor sommigen aan wie hij wordt opgelegd of aangeboden, niet te duur is.

Ik wil een ogenblik stilstaan bij de fameuze PPL, de *Periodic Pulse Metering*, die wij vanaf 1 januari van dit jaar hebben ingevoerd. Wij hadden vragen, zoals trouwens in al de ons omringende landen, omtrent het feit dat een telefoondienst in grote zones blijkbaar tegen een minder dure prijs zou worden verstrekt dan in kleinere zones. De klassieke vergelijking die ik maak heeft betrekking op Libramont met 25 à 26 000 abonnees en Brussel met ongeveer 600 000 abonnees. Moet men geen distributieve rechtvaardigheid van deze openbare dienstverlenende grote instelling, die de RTT is, voor het geheel van onze bevolking invoeren?

Het is weinig bekend dat onze medeburgers woonachtig in echte grensgebieden, zoals die met Duitsland, Nederland en Frankrijk, over een speciaal tarief beschikken wanneer zij grensoverschrijdend telefoonverkeer onderhouden met het eigen hinterland. De vraag rijst terecht of er, eens de dienst bepaald, geen rechtvaardigheid moet worden ingevoerd bij de verdeling in telefoongewesten.

Wij hebben dat principe bij de PPM toegepast. Indien wij in de aanvangsfase ervan zouden kunnen worden verdacht sommige abonnees vroeger dan anderen aan het systeem te onderwerpen, moeten wij rekening houden met de technische omstandigheden waarin wij ons bevinden. Deze regeling is reeds voor anderhalf miljoen lijnen van toepassing en 100 000 lijnen worden er binnenkort voor uitgerust. Einde november 1985 zullen 631 000 elektromechanische lijnen van zeven grote zones, waaronder een gedeelte van Brussel, Antwerpen, Luik, Hasselt, Kortrijk, Charleroi en Gent, hetzelfde systeem kennen en zal voor de resterende 553 000 lijnen het systeem begin 1986, zo mogelijk vroeger, worden ingevoerd.

Wij willen komen, zoals mevrouw de staatssecretaris het heeft opgemerkt, tot een zo evenwichtig mogelijke kost van een dienst voor iedereen. Om het even of de abonnee woont in de Westhoek, het uiterste noorden van Limburg, in het zuiden van Luxemburg of in Brussel, de tarieven voor een gesprek binnen de zone, met een aangrenzende zone of met de rest van het land, voor iedereen moet hetzelfde tarief gelden.

Ik kom nu tot het belangrijk punt dat de heer De Bondt heeft aangesneden. Voor sommige burgers kan het telefoontarief te duur uitvallen. De gemeenschap kan beslissen dat er voor sommigen een verzachting van dit tarief moet gelden. De RTT heeft zo'n 220 000 abonnees die een gunsttarief genieten. Voor hen wordt het aantal gratis telefooneenheden per twee maanden van 30 op 40 gebracht. De abonnementsprijs blijft op de helft behouden. Dat is voor de Regie van Telegrafie en Telefonie een globale minderontvangst van drie kwart miljard per jaar.

Er zijn geen privé-ondernemingen die hun klanten dergelijke gunst verlenen. Dit gunsttarief moet geregeld kunnen worden herzien. Eenmaal dat de dienst is begroot en alle omstandigheden in acht werden genomen, dan moet de gemeenschap de moed hebben om te zeggen of zij een compensatie wenst te geven om een bepaalde dienst de opgelegde last gemakkelijker te doen opvangen. De drie kwart miljard ten gunste van de 220 000 sociale abonnees zouden door de gemeenschap moeten worden gedragen in de vorm van een ad hoc toegekende compensatie. Vandaag de dag wordt die last voornamelijk gedragen door de 5 pct. grote klanten want zij zorgen immers voor 50 pct. van de inkomsten van de RTT. Zij dragen de door ons gesteunde generositeit ten gunste van de sociaal zwakste abonnees. Dat is de filosofie die achter dit beleid schuilt. Hetzelfde geldt trouwens voor het openbaar vervoer.

Er moet duidelijkheid zijn. Wij moeten weten wie wat doet. Er mag geen vermenging zijn met onrechtstreekse lasten waardoor vaak de kapitaalkracht van sommige ondernemingen wordt aangetast. Het is één van de grote pijlers waarop het beleid moet steunen. Ik denk in dit verband aan het feit dat de RTT er soms toe verplicht werd, door de noden van de thesaurie, in het buitenland leningen aan te gaan.

Dans ce cas — M. Eicher et d'autres collègues y ont fait allusion —, on court de toute évidence un risque de « surcoût » dans le remboursement, en raison de la politique financière des régies qui ne peuvent se mouvoir sur le marché des capitaux avec la même liberté, l'Etat leur imposant des obligations. Reste alors à déterminer à quel compte il convient d'imputer l'obligation ainsi imposée, si elle revêt des aspects négatifs.

Cela étant, j'aborderai brièvement le deuxième chapitre relatif au « contrat du siècle ». Tous les dix ans intervient un contrat du siècle, mais celui dont il est question s'avère très important quant au principe que je viens d'énoncer.

En effet, ces quinze dernières années, comme auparavant d'ailleurs, les contrats que la Régie a passés, notamment pour la commutation — je ne parle pas de la transmission —, ont fait payer au consommateur, à l'abonné, indépendamment de la fonction et de la technologie acquises, tout d'abord, le service qu'on lui a rendu, ensuite, une grande partie du développement du service Régie chez les fournisseurs, enfin, une partie du subventionnement indirect au commerce extérieur. Je m'explique.

Dans d'autres pays, la recherche scientifique subventionne lourdement, et de manière tout à fait constructive, la recherche et le développement de la télécommunication, soit en commutation, soit en transmission. Chez nous, ce n'est pas le cas, du moins pas dans la mesure que connaissent nos voisins.

Qui paie les 20 ou 30 p.c. des sommes dont les entreprises privées ont besoin pour développer, adapter leurs produits et pour les rendre conformes à la technologie moderne? C'est, en bref et en terme commercial, le client, dans le prix de ses communications et des services qu'on lui a rendus.

Il arrive que ces entreprises ayant amorti le coût de leur produit sur le marché belge, appliquent des prix marginaux inférieurs destinés à l'exportation. Qui paie finalement? Le client de la Régie. Ce qui permet au constructeur de vendre, en Corée notamment, des lignes téléphoniques à moitié prix de ce qu'il les vend en Belgique.

Dit moet worden gezegd omdat men niet altijd in de geest van straks denkt. Wie iets anders dan de kosten van de dienst betaalt moet een onderscheid kunnen maken. Ik beweer dat de 177 miljard, mijnheer Vandermarliere, waarover u en anderen hebben gesproken, een zware last zijn voor de RTT. Namelijk 28 pct. van de exploitatieontvangsten, worden aan die uitgaven besteed en zijn dus in de rekening van de cliënten terug te vinden. Zij omvatten voor een groot deel ook de R&D van onze leveranciers, evenals voor een niet-onbelangrijk deel, de steun aan de uitvoer van de produkten van deze leveranciers. Daarbij is er de verrijking van de gemeenschap als dusdanig en ook het aantrekken in ons land van technologische ontwikkelingspolen. Dat zijn uitgaven die niet terug te vinden zijn in de baten en lasten van de RTT. Die zijn terug te vinden onder andere in het BNP van ons land. Dit moet toch worden onderstreept.

Ik heb ook het voorbeeld gegeven van de 220 000 sociale abonnees wier sociaal abonnement door de rest van de RTT-gemeenschap wordt betaald. Daar moet men toch de vraag bij stellen wanneer men naar een commutatietarief gaat, of er geen splitsing in de prijs moet worden doorgevoerd. Enerzijds, de prijs van de aangeboden goederen en diensten, de commerciële competitieve prijs die de RTT bedrijfsmatig mag eisen en die het gevolg is van de compatibiliteit, haalbaarheid, dienstbaarheid enzovoort, maar, die de zuiverste, laagste prijs moet zijn voor het gegeven deugdelijk produkt. Anderzijds in tweede orde, de prijs van de technologische ontwikkeling, de R&D-kosten. Als men ons vraagt bedrijven of produkten te steunen en aan het uitoefenen van aantrekkingskracht te doen, mogen wij op onze beurt niet de vraag stellen of men al deze kosten op de begroting van de RTT moet blijven inschrijven? Dat is heel belangrijk voor de filosofische benadering, die concreet haar neerslag kan vinden in de gevraagde prijs, zoals terecht door de heer De Bondt werd aangehaald.

Het is in dat licht dat mevrouw D'Hondt en ikzelf gemeend hebben, te moeten overgaan tot het terug bekijken van de langdurige contracten, met al de bijzondere voordelen die zij voor ons land met zich hebben gebracht, zoals het inplanten en het zich ontwikkelen, binnen de multinationals, van kleine nesten van technologische speerpuntontwikkeling.

Wij hebben ons ertoe verbonden, uiteraard volgens de procedures die in de wet zijn ingeschreven en in samenwerking met de bevoegde overheidsorganen, te bekijken welke prijzen voor welke diensten in de gegeven context van de RTT-situatie te verkrijgen zijn.

Ik sta niet ver van de these, die de heer Willockx in de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft ontwikkeld. In een tweede fase, rekening houdend met andere criteria, moeten wij onderzoeken wat eventueel de bijkomende waarde is van een aantal elementen waarop daarstraks ook door de heer De Bondt en anderen is gealludeerd.

Wij zullen zien, na grondige raadpleging en preadviesing van de Coc, wat wij correct kunnen voorstellen aan het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie, dit vermoedelijk morgen over acht dagen. Wij zullen zien hoe onze voorstellen zullen worden ontvangen in verband met de eerste fase, deze van de raadpleging. De tweede fase, na mededeling van het lastenkohier, betreft de ontvangen aanbiedingen, met de aangeboden prijzen en de technische appreciatie. De laatste fase betreft het toekennen van deze contracten waarvoor wij aan de regering voorstellen zullen doen. Binnen dit aspect is er een belangrijke bijkomende vraag, namelijk de ruimte van deze markt.

Wij weten zeer goed dat de lasten van de RTT zeer zwaar zijn. Daarom zeggen sommigen dat wij slechts een beperkte vernieuwing kunnen dragen en dat er bijgevolg maar een bescheiden markt is, namelijk ongeveer 140 000 lijnen, wat weinig is in vergelijking met vorige jaren. Wegens die beperkte markt zou er dus weinig ruimte zijn voor een echte concurrentie. Dit is echter een gevaarlijke benadering.

Ik wil ter zake een voorbeeld aanhalen, dat destijds door Kamer en Senaat werd geloofd, namelijk de *Gouden Gids*. Door een contract van lange duur, ongeveer 15 jaar, met een bedrijf, dat pas werd opgericht na het sluiten van het contract, heeft men een technologisch verfijnd produkt op de markt gebracht, zij het in de aanvangsfase met veel moeite. Er waren nu twee mogelijkheden. De RTT zelf stelde voor het contract na heronderhandelingen te verlengen met de bestaande leverancier. Zij had zelf een bepaalde prijs vooropgesteld als de hoogst haalbare. Men kon echter ook een echte aanbesteding uitschrijven, geen alibi, om na te gaan welke voorstellen er zouden binnenkomen. Hoe kon de RTT immers weten wat zijn telefoonbestand waard was indien er geen echte competitie op dit vlak was?

Het resultaat van deze competitie is dat er, in de 1,7 miljard winst van de RTT in 1984, 1,5 miljard drempelgeld begrepen is dat de contractant van de *Gouden Gids* heeft betaald. Het nieuwe tienjarige contract brengt ongeveer driemaal meer op dan het vorige en is bovendien in handen van de vorige contractant, Promedia, gebleven. Dit is toch een kenmerkend voorbeeld om te bewijzen tot wat voor resultaten deze techniek kan leiden en hoe inspirerend zij kan werken. In het licht van het RTT-contract is deze werkwijze toch het overwegen waard.

Indien wij de huidige geplande politiek tot het jaar 2005 voortzetten en niet overgaan tot een versnelde vernieuwing, zullen wij in 1995 20 pct. elektromechanische centrales hebben, hetzelfde percentage als vandaag, en 40 pct. digitale centrales tegenover 8,4 pct. vandaag. Indien wij tot een versnelde vernieuwing overgaan, zullen de elektromechanische centrales in 1995 volledig verdwenen zijn, zullen er 40 pct. semi-elektronische centrales behouden blijven en zal het aantal digitale centrales toenemen tot 60 pct. Op basis van de huidige prijzen zou dit een meeruitgave van 2 miljard per jaar betekenen. Men kan nu zeggen dat men met 177 miljard aan lasten, waaronder heel veel *roll over*-leningen, deze versnelde vernieuwing niet kan overwegen. Hiertegenover moet men echter het mogelijk voordeel afwegen van een groot aantal digitale centrales en van het verdwijnen van de elektromechanische centrales.

Ik ben ervan overtuigd dat een gezonde competitiviteit waarin alle overwegingen die hier werden geuit, ingecalculeerd worden, een prijsdallend effect kan hebben. Compatibiliteit, vorming van het personeel, recyclagemogelijkheden en -onmogelijkheden mogen hierbij niet uit het oog worden verloren. De prijsdaling zou misschien rond de 30 pct. kunnen draaien voor een zelfde of gelijkwaardig produkt. Tegelijk moet worden overwogen — en dit is dan het antwoord aan de heer Dalem — dat men met de uitbouw van de digitale centrales allicht een verhoogde opbrengst kan verwachten, die eventueel een derde van de huidige waarde zou kunnen bedragen. De versnelde vernieuwing zou dus in plaats van 2 miljard te kosten — ongeacht de leverancier — een daling van de prijs met één derde met zich brengen, omwille van de grotere kwantiteiten. Een versnelde « digitalisering » zou ingevolge de mogelijke intenser benuttingsgraad en de ruimere mogelijkheden, een groter inkomstenpakket kunnen verzekeren. Deze aspecten moeten onderzocht worden.

Dan wil ik het nog hebben over de zogenoemde mogelijke alternatieve financiering. Mevrouw D'Hondt heeft met veel pragmatisme gezegd dat

zij er een beetje onverschillig tegenover staat en dat zij het bewijs afwacht van hetgeen de nieuwe systemen waard zijn. Ik denk dat dit een gezonde benadering is.

De heer Seeuws. — Ze heeft het een beetje anders gezegd.

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Er zijn verschillende mogelijkheden.

Wij hebben een leasingformule van het bureau Arthur Anderson onderzocht. Dit bureau heeft zijn conclusies van 1983, in 1984 geaffineerd. Op het eerste gezicht lijkt er geen groot verschil te zijn tussen de leninglast en de leasinglast. Er zullen echter zoals hier werd opgemerkt, « flessenhalzen » opduiken en ik wil daar even bij stilstaan.

Mijnheer Maes, in 1986 zullen wij leningen met lage interest door leningen met hoge interest moeten vervangen, terwijl leningen in begin van de jaren 80 opgenomen, hopelijk door leningen met lagere interesten later zullen kunnen worden vervangen.

Wat er ook van zij, in 1985 bedragen de financiële lasten 13 miljard terwijl ze *par le hasard des choses* in 1986 29 miljard zullen belopen.

Om de uitbreidingen en vernieuwingen, in versneld of vertraagd tempo, niet te vertragen zou men gedurende één of twee jaar een leasingformule kunnen aanwenden, eventueel met een maatschappij waarin de RTT deelgenoot is — de wet maakt dit thans mogelijk —, waarbij de betaling maar in 1987 of 1988 moet gebeuren.

Hierdoor zouden wij de middelen die wij anders in 1986 nodig hebben ook voor de aflossing van de 29 miljard kunnen aanwenden. Aan de terugbetaling van die 29 miljard kunnen wij overigens toch niet ontsnappen. Om in dat zwaar belaste 1986 toch aan vernieuwing van transmissie en commutatatie te doen, dient een andere financieringstechniek te worden overwogen. Alle mogelijke financieringstechnieken moeten dus fijn uitgekiend worden. Dat pakket van 177 miljard schuld dient op een zeer verfijnde manier — en de RTT heeft daartoe bekwame ambtenaren — beheerd te worden. Dit beheer moet nog verbeterd, vernieuwd en aangepast worden en men dient alternatieve financieringsvormen te zoeken, meer bepaald voor kleinere gedeelten en voor specifieke chronologische periodes.

De heer Van Ooteghem. — Houdt dat geen gevaren in?

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Neen, want wij hebben een monopolieprodukt dat zekere waarborgen inhoudt. Indien men de cliënt niet afschrikt met te hoge tarieven, rendeert dat produkt, en dit biedt zekerheid aan diegenen die lenen. Er bestaat staatswaarborg bij lening maar bij leasing is er de waarborg van het produkt dat is geleverd. Ik denk niet dat hierbij grote moeilijkheden kunnen zijn.

Deze vorm van alternatieve financiering moet worden onderzocht. Naast leasing bestaan er nog twee andere mogelijkheden.

Je reviens un instant à la question qu'on m'a posée à propos des fameux cinq milliards d'augmentation de capital.

Wij hebben een zeer harde strijd geleverd voor deze vijf miljard, maar niet alle gevechten leiden tot een overwinning. De vijf miljard staan nog steeds in het reorganisatieplan van de RTT, en staan ook nog steeds ingeschreven in het project dat wij hebben uitgewerkt als noodzakelijke herkapitalisatie, uiteraard, zoals hier duidelijk aangetoond, tegenover de disproportie van uitstaande leningen en kapitaal. Wij weten wel dat het daarmee gefinancierde programma eigendom is van de RTT.

Daarnaast is er ook nog het onzichtbare van de R&D dat werd gefinancierd, en dat vervlogen is. Er kunnen vragen worden gesteld over transfers buiten onze grenzen van een gedeelte van deze R&D. Daar kan ooit een boeiend debat over worden gehouden.

Hier gaat het om het patrimonium van de Regie: centrales, geleidingen, kabels en drie miljoen telefoontoestellen, op de vier miljoen klanten. Tenslotte is dat ook eigendom van de gemeenschap. Dat verklaart misschien een paar kortsluitingen in dit debat.

De RTT blijft de kapitaalbreng opvorderen. Indien die er echter niet komt vanwege de Staat alleen, kan men ook andere methoden, zoals gemengde kapitaalbreng overwegen. Ik denk hierbij aan de Sabena waar de Staat twee miljard heeft ingebracht, de semi-privé-sector en de privé-sector, vier miljard.

Tenslotte kan men ook op de markt komen. Staatssecretaris D'Hondt heeft de idee meer dan eens geopperd.

Wij onderzoeken dat heel rustig. Al gaan vergelijkingen niet steeds op, bekijken wij wat er met British Telecom is gebeurd. Men moet weten aan welke waarde de activa zijn geschat en welke reële waarde aan geldmiddelen men heeft bereikt na het op de markt brengen door de enorme democratische spreiding van de aandelen.

Gezien de mogelijkheden geboden door de wet verschenen in februari 1985 kunnen wij rustig overwegen wat op dit gebied kan en wenselijk is. Wij kunnen bekijken of een gedeelte van het kapitaal dat de RTT nodig heeft niet door anoniem, ruim aandeelhouderschap kan worden verschaft.

Ik heb alleen een paar mogelijkheden grof geschetst: kapitaalbreng van de Staat, gemengde kapitaalbreng van sommige semi-publieke en zelfs publieke leasingmaatschappijen, die bestaan in sommige van onze grote financiële openbare instellingen, en het gebruiken van alternatieve financieringsmogelijkheden gedurende beperkte periodes en voor een beperkt aandeel, gedurende sommige jaren, om overbruggingsmoeilijkheden te vermijden.

Voor al deze ideeën mogen wij ons niet afsluiten. Wij moeten ze op hun eigen verdiensten onderzoeken.

Mijnheer de Voorzitter, ziedaar de drie onderwerpen uit dit interessant debat waarop ik dacht te moeten ingaan.

Ik zal mij er niet toe laten verleiden nog meer details te geven met betrekking tot de vragen die reeds werden beantwoord door mijn collega mevrouw D'Hondt.

Ik zou willen eindigen met het volgende:

Ten eerste, wij moeten weten wie in dit land verantwoordelijk is voor deze instellingen die weliswaar onderworpen zijn aan de parlementaire controle. Dit is zeer belangrijk.

Monsieur Eicher, il faut savoir sur qui mettre la main. Le secrétaire d'État et le ministre sont, et eux seuls, responsables, dans le respect des lois, de la poste et de la RTT. C'est très clair, quelles que soient les tentations des uns et les illusions des autres.

M. Eicher. — Je n'ai jamais mis cela en doute.

De heer Seeuws. — Mijnheer de minister, u ontkent toch niet de verantwoordelijkheid van de betrokken instellingen?

De heer De Croo, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — In geen geval, mijnheer Seeuws. Het is evident dat wij enkel de drijfkracht zijn tussen de instellingen en het Parlement. Daarover zijn wij het ongetwijfeld eens.

Ten tweede, wij staan voor een zeer grote uitdaging, niet alleen voor de post maar vooral voor de RTT. Wij moeten ons eens afvragen welke sector uiteindelijk een beslissende rol zal spelen voor de toekomst van ons land, voor de tewerkstelling, voor de welvaart en voor de economie. Zullen het de belangrijke zware industrieën zijn zoals de steenkool of het staal? Zullen het de grote industrieën zijn zoals de scheepsbouw of het glas? Of zal het de nieuwe dienstverlening zijn die zich in belangrijke mate zal kunnen optrekken aan de telecommunicatie?

Ons land is zeer klein en heeft tot nog toe het voordeel gehad als het ware een *melting pot*, een *compact Europe* en een dienstverlenende pool te zijn. Dienstverlening in de wereld van vandaag en van morgen is echter slechts mogelijk wanneer een uiterst verfijnd en vooruitstrevend modern telecommunicatiesysteem tot stand komt. Wij hebben daarvoor de bouwstenen. Denken wij maar aan de bekabeling van ons land, aan de kwaliteit van ons personeel zowel bij de post als bij de RTT en aan onze grote wereldbedrijven inzake telecommunicatie en transmissie. Wij beschikken dus over de bouwstenen om ons telecommunicatiesysteem verder uit te werken. Wij mogen daarin echter niet worden gehinderd door eventuele externe moeilijkheden die deze evolutie zouden kunnen vertragen.

De twee sectoren waarop deze begroting betrekking heeft, zullen voor de toekomst van ons land, niet alleen omwille van de gekwalificeerde tewerkstelling maar ook omwille van de aantrekkingskracht voor dienstverlenende bedrijven, veel belangrijker zijn dan om het even welke andere sector.

Nu mevrouw D'Hondt en ikzelf voor de laatste keer de begroting in de Senaat verdedigen en in het kader van het beleid dat wij gedurende vier jaar hebben gevoerd, wil ik nog volgende overweging maken.

De collega's die hier nog aanwezig zijn en onder wie de meesten lid zijn van de commissie voor de Infrastructuur zullen het mij niet kwalijk

nemen wanneer ik hier zeg dat wij toch eens moeten overwegen of het niet wenselijk zou zijn één groot departement van Infrastructuur op te richten. Aldus zouden wij de eigen wegen die Openbare Werken, Verkeerswezen en PTT begrijpelijkerwijze zijn opgegaan en de begrijpelijke eigenzinnigheid van openbare diensten en ambtenarij kunnen overbruggen. De grote autowegen van de toekomst zullen niet deze zijn van beton maar wel deze van de telecommunicatie.

Indien wij dit zouden kunnen verwezenlijken in een dienstverlenend land als het onze, zal onze toekomst er zowel voor de tewerkstelling als voor het algemeen welzijn nog hoopvol uit zien. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1985

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1985

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de 1985.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor 1985.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir document n° 4-XV-1, session 1984-1985, de la Chambre des représentants.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stuk nr. 4-XV-1, zitting 1984-1985, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert, pour les dépenses à charge du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones et afférentes à l'année budgétaire 1985, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes. . . .	17 339,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital. . . .	0,5	—	2 363,1
Totaux (titres I et II). . . .	17 339,7	—	2 363,1

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)*

Artikel 1. Voor de uitgaven ten laste van de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1985 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	17 339,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	0,5	—	2 363,1
Totalen (titels I en II) .	17 339,7	—	2 363,1

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département pour un montant maximum de 3 000 000 de francs à l'effet de payer des créances concernant les frais de fonctionnement du cabinet du secrétaire d'Etat aux PTT (section 11, art. 12.19).

Les dépenses payables sur ces avances de fonds ne peuvent excéder 100 000 francs.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. Bij afwijking van artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement voorschotten verleend worden tot een maximumbedrag van 3 000 000 frank met het oog op de betaling van schuldverordeningen in verband met de werkingskosten van het kabinet van de staatssecretaris voor PTT (sectie 11, art. 12.19).

De uitgaven betaalbaar op deze voorschotten mogen 100 000 frank niet overschrijden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones est autorisé à accorder des indemnités ou des secours, dans les conditions qu'il déterminera, à d'anciens agents pensionnés ou non par suite d'accident en service ou d'accident du travail ou pour raisons de santé, à l'effet de ne pas les traiter moins favorablement que les ouvriers se trouvant dans des conditions semblables, et ce nonobstant les dispositions de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles.

Art. 3. De minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie wordt ertoe gemachtigd, vergoedingen of hulp gelden te verlenen onder de voorwaarden die hij zal vaststellen, aan gewezen personeelsleden al of niet gepensioneerd tengevolge van dienst- of arbeidsongeval of om gezondheidsredenen, om deze niet minder gunstig te behandelen dan de werklieden die zich in gelijkaardige voorwaarden bevinden, en zulks niettegenstaande de bepalingen van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke pensioenen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Par dérogation aux dispositions des articles 5, 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité

de l'Etat, le crédit non dissocié du titre I, section 11, article 33.01, peut être utilisé pour le paiement de dépenses provenant d'années antérieures.

Art. 4. Bij afwijking van de beschikkingen van de artikelen 5, 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mag het niet-gesplitste krediet van titel I, sectie 11, artikel 33.01, worden aangewend tot het vereffenen van uitgaven ontstaan tijdens vroegere jaren.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 5. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 16 053 200 000 francs pour les recettes et à 16 053 200 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 5. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet worden geraamd op 16 053 200 000 frank voor de ontvangsten en op 16 053 200 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 6. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Organismes d'intérêt public (titre VII)

Art. 7. Est approuvé le budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones de l'année 1985 annexé à la présente loi.

Ce budget s'élève pour les recettes à 121 269 932 000 francs et pour les dépenses à 121 246 080 000 francs, non compris les opérations sur fonds de tiers.

Il comporte à l'article 12 « Travaux d'établissement à charge de la RTT, confiés à des tiers » des crédits d'engagement pour un montant de 14 050 000 000 de francs.

Les recettes sur fonds de tiers sont évaluées à 18 402 783 000 francs et les dépenses sur fonds de tiers à 17 997 783 000 francs.

Les dotations au profit des fonds sont prévues comme suit:

1° Pour le fonds de renouvellement et d'amortissement: 16 114 436 000 francs;

2° Pour le fonds d'assurance: 200 000 000 de francs.

La Régie des Télégraphes et des Téléphones est autorisée à utiliser les disponibilités du fonds de renouvellement et d'amortissement ainsi que du fonds d'assurance pour les travaux de premier établissement et pour le remboursement d'emprunts. Elle est dispensée de procéder au recouvrement de la créance au montant de 9 978 francs à charge de M. P.G., préposé de l'entrepreneur S. déclaré en faillite.

Instellingen van openbaar nut (titel VII)

Art. 7. Wordt goedgekeurd de bij deze wet gevoegde begroting voor het jaar 1985 van de Regie van Telegrafie en Telefonie.

Deze begroting beloopt 121 269 932 000 frank voor de ontvangsten en 121 246 080 000 frank voor de uitgaven, de verrichtingen op fondsen van derden niet inbegrepen.

Zij bevat voor het artikel 12 «Werken van oprichting ten laste van de RTT, aan derden toevertrouwd» vastleggingskredieten voor een bedrag van 14 050 000 000 frank.

De ontvangsten op fondsen van derden worden geraamd op 18 402 783 000 frank en de uitgaven op fondsen van derden op 17 997 783 000 frank.

De dotaties ten bate van de fondsen worden voorzien als volgt:

1° Voor het vernieuwings- en afschrijvingsfonds: 16 114 436 000 frank;

2° Voor het verzekeringsfonds: 200 000 000 frank.

De Regie van Telegrafie en Telefonie wordt ertoe gemachtigd de beschikbare gelden van het vernieuwings- en afschrijvingsfonds alsmede van het verzekeringsfonds aan te wenden voor de werken van oprichting en voor de terugbetaling van leningen. Zij wordt tevens gemachtigd te verzaken aan de terugvordering ten bedrage van 9 978 frank ten laste van de heer P.G., aangestelde van de in staat van faillissement verkerende aannemer S.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Est approuvé le budget de la Régie des Postes de l'année 1985 annexé à la présente loi.

Ce budget s'élève pour les recettes à 45 682 552 000 francs et pour les dépenses à 45 682 541 000 francs, non compris les opérations sur fonds de tiers.

Il comporte à l'article 12 «Dépenses» des crédits d'engagement pour un montant de 1 510 700 000 francs.

Les opérations sur fonds de tiers sont évalués à 19 321 574 000 000 de francs pour les recettes et à 19 341 739 000 000 de francs pour les dépenses.

Le prélèvement au profit du fonds d'assurance est fixé à 229 338 000 francs.

Art. 8. Wordt goedgekeurd de bij deze wet gevoegde begroting voor het jaar 1985 van de Regie der Posterijen.

Deze begroting beloopt 45 682 552 000 frank voor de ontvangsten en 45 682 541 000 frank voor de uitgaven, de verrichtingen op fondsen van derden niet inbegrepen.

Zij bevat op het artikel 12 «Uitgaven» vastleggingskredieten voor een bedrag van 1 510 700 000 frank.

De verrichtingen op fondsen van derden worden geraamd op 19 321 574 000 000 frank voor de ontvangsten en op 19 341 739 000 000 frank voor de uitgaven.

De afneming ten bate van het verzekeringsfonds wordt vastgesteld op 229 338 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. La Régie des Postes est autorisée à conserver dans l'encaisse de ses comptes, comme avance sur titres, le montants des traitements, allocations et indemnités payés en janvier 1985 à son personnel pour le mois de décembre 1984.

Art. 9. De Regie der Posterijen is ertoe gemachtigd de in januari 1985 aan haar personeel voor december 1984 uitbetaalde wedden, toelagen en vergoedingen in het kasbedrag van haar rekenplichtigen, als voorschot op titels, te bewaren.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain à 16 heures, au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen, te 16 uur over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1984

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de 1984.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor 1984.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 5-XV-1, session 1984-1985, de la Chambre des représentants.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 5-XV-1, zitting 1984-1985, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder de titel I — lopende uitgaven en onder de titel II — kapitaaluitgaven van de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1984, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

Aanpassingen	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	140,3	—	—
Verminderingen	140,3	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	24,8	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	0,5	128,9	20,9
Verminderingen	—	340,5	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	—	—	—

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — dépenses courantes et au titre II — dépenses de capital du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année budgétaire 1984 sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs):

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
—			
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'an- née courante	140,3	—	—
Réductions	140,3	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	24,8	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'an- née courante	0,5	128,9	20,9
Réductions	—	340,5	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	—	—	—
— Aangenomen.			
Adopté.			

II. Diverse wetsbepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain à 16 heures, au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen, te 16 uur over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Hiermede zijn wij aan het einde gekomen van onze werkzaamheden voor vandaag.

De Senaat vergadert opnieuw morgen donderdag, 14 maart 1985, te 10 uur met als eerste punt op de agende het ontwerp van wet betreffende het Arbitragehof.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 14 mars 1985, à 10 heures avec comme premier point à l'ordre du jour le projet de loi relatif à la Cour d'arbitrage.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 18 h 30 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 18 u. 30 m.)